

Commissie voor Gezondheid en
Gelijke Kansen

van

DINSDAG 14 JULI 2026

Voormiddag

Commission de la Santé et de
l'Égalité des chances

du

MARDI 14 JUILLET 2026

Matin

La réunion publique de commission est ouverte à 10 h 31 et présidée par Mme Caroline Désir.
De openbare commissievergadering wordt geopend om 10.31 uur en voorgezeten door mevrouw Caroline Désir.

Les textes figurant en italique dans le Compte rendu intégral n'ont pas été prononcés et sont la reproduction exacte des textes déposés par les auteurs.

De teksten die cursief zijn opgenomen in het Integraal Verslag werden niet uitgesproken en steunen uitsluitend op de tekst die de spreker heeft ingediend.

01 Question de Caroline Désir à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "La Brussels Pride 2026" (56014312C)

01 Vraag van Caroline Désir aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "De Brussels Pride 2026" (56014312C)

01.01 **Caroline Désir** (PS): Monsieur le ministre, comme ma question date un petit peu; je vais donc l'actualiser. La Brussels Pride a eu lieu le 16 mai dernier et fêtait à cette occasion son 30^e anniversaire. Cette année, le thème était: "*When times get darker, we shine brighter*" ("Quand les temps s'assombrissent, nous brillons plus fort"), en raison de la multiplication des discours de haine sexistes et anti-LGBTQIA+ en ligne, portés en particulier par des sphères masculinistes opposées à l'égalité des genres et considérant souvent la diversité de genre et l'orientation sexuelle comme une menace.

Sous le gouvernement Vivaldi, lorsque Alexander De Croo était premier ministre, une subvention de 10 000 euros fut octroyée pour soutenir la coordination de l'événement par Visit.Brussels. Marie-Colline Leroy, alors secrétaire d'État à l'Égalité des chances, a quant à elle accordé une autre subvention de 10 000 euros afin de soutenir l'événement.

Monsieur le ministre, une demande de subvention vous a-t-elle également été adressée cette année? Y avez-vous répondu favorablement? Votre gouvernement a-t-il hissé le drapeau arc-en-ciel au 16 rue la Loi et au Lambermont à l'occasion du 17 mai, Journée internationale contre l'homophobie?

Vous mettez régulièrement en avant votre volonté de lutter contre l'insécurité dans l'espace public et contre les discours de haine. Vous insistez également sur l'importance de faciliter le dépôt des plaintes ainsi que leur suivi effectif en cas de violences liées à l'orientation sexuelle, à l'identité de genre ou au genre. Quelles sont les mesures que vous prévoyez dans ce cadre?

Par ailleurs, le futur plan d'action interfédéral LGBTQIA+ a-t-il été présenté au mois de mai, comme cela avait été annoncé?

01.02 **Rob Beenders**, ministre: Madame Désir, je constate que, dans votre énumération, vous oubliez de mentionner que Visit.Brussels a également bénéficié, en 2025, d'un soutien de près de 10 000 euros de la part de mon administration. Une nouvelle demande pour 2026 a en effet été introduite cette année. Mon administration examine actuellement le soutien qui pourrait être accordé, dans le contexte des contraintes budgétaires actuelles et en tenant compte également du soutien apporté à d'autres initiatives.

S'agissant du plan d'action interfédéral LGBTQIA+, son lancement officiel a eu lieu le 18 mai. Quant à

son contenu, les contributions fédérales sont en cours d'élaboration. Je vais essayer d'obtenir un accord du gouvernement dans le courant de cette semaine. Pour nous, la lutte contre les violences homophobes et transphobes dans l'espace public constitue une priorité. Nous essayons également d'aboutir à un accord sur l'ensemble du plan interfédéral.

Les régions sont déjà prêtes. Il me semble très important de parachever le plan dans son intégralité en septembre.

En ce qui concerne le hissage du drapeau arc-en-ciel, ce sont mes collègues qui sont responsables, mais je suis presque sûr que tout a bien fonctionné le 17 mai et que le gouvernement a donc hissé le drapeau arc-en-ciel.

Je pense avoir répondu à vos quatre questions.

01.03 Caroline Désir (PS): Merci, monsieur le ministre, pour ces réponses, qui se situent dans la lignée de celles que vous m'apportez systématiquement, à savoir une volonté, en tout cas, de soutenir.

J'entends que la question du subsidie à la Pride n'a pas encore été tranchée. Je vous demande de fournir les efforts nécessaires, dans le contexte actuel très compliqué que nous connaissons, budgétairement évidemment, mais aussi sur le plan international. Nous voyons à quel point les droits des personnes LGBTQIA+ sont menacés. Il me semble essentiel de continuer à soutenir régulièrement ces manifestations, pas uniquement sur le plan symbolique, mais aussi à travers des actions, et de montrer que nous ne diminuons pas le soutien lorsque ces droits sont menacés.

Pour le reste, pour ce qui concerne le plan d'action interfédéral, nous en suivrons l'évolution de près. J'espère que les discussions au sein du gouvernement se poursuivront à un rythme soutenu.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

02 Question de Caroline Désir à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "La lutte contre le racisme en Belgique" (56014464C)

02 Vraag van Caroline Désir aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "De strijd tegen racisme in België" (56014464C)

02.01 Caroline Désir (PS): Monsieur le ministre, la lutte contre le racisme sous toutes ses formes constitue un impératif fondamental dans un État de droit. Nous constatons aujourd'hui une aggravation préoccupante de la situation partout en Europe, mais également dans notre pays, avec les attaques qui ont touché une synagogue à Liège et le quartier juif d'Anvers. Selon le rapport annuel 2025 de la plate-forme antisemitisme.be, 232 actes antisémites ont été recensés, c'est-à-dire une augmentation de 80 % en un an, établissant un record absolu. Les violences physiques et verbales progressent, les discours de haine en ligne explosent et les dégradations de lieux symboliques se multiplient. Plus inquiétant encore, un sondage mené à Bruxelles révèle qu'un habitant sur trois adhère à des préjugés antisémites.

Parallèlement, la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) souligne une augmentation des actes islamophobes, notamment dans le contexte international récent, où des citoyens musulmans sont injustement assimilés à des événements terroristes.

Face à ce constat, le mécanisme interfédéral actuellement en place semble largement insuffisant pour répondre à l'ampleur des problématiques. Des associations de terrain pointent justement l'absence d'une stratégie interfédérale claire et coordonnée, pourtant recommandée de longue date par l'Union européenne. Plusieurs États membres ont déjà franchi ce cap en désignant des coordinateurs nationaux chargés de piloter une stratégie globale de lutte contre l'antisémitisme, l'islamophobie et les formes de racisme.

Dans ce contexte, monsieur le ministre, pouvez-vous nous faire le point sur le calendrier et les contours du plan d'action interfédéral contre le racisme qui est en cours d'élaboration? Quelles évaluations tirez-

vous du mécanisme interfédéral actuel et quels en sont, selon vous, les résultats concrets à ce stade? Enfin, comptez-vous désigner des coordinateurs nationaux, comme le recommande l'Union européenne, afin d'assurer un pilotage clair et efficace des politiques publiques de lutte contre l'antisémitisme, l'islamophobie et toutes les formes de racisme?

02.02 Rob Beenders, ministre: Mon objectif est d'avoir un plan d'action interfédéral contre le racisme en septembre 2026. Nous respectons actuellement le calendrier prévu. Ce plan combinera une structure et des éléments méthodologiques interfédéraux avec les contributions individuelles des différentes autorités. Le mécanisme de coordination interfédérale de la lutte contre l'antisémitisme vise à jouer un rôle de coordination dans l'échange d'informations, la mise en œuvre et le monitoring des mesures qui luttent contre l'antisémitisme. Les échanges favorisent un véritable dialogue. Ce mécanisme permet aussi d'avoir une réponse coordonnée plus rapide et plus cohérente dans le cadre des demandes européennes et internationales faites à la Belgique.

Deux groupes de travail ont été créés au sein du mécanisme, un sur la thématique de la sécurité et de la prévention et l'autre sur l'éducation et l'enseignement. Ils ont dressé un inventaire des initiatives et lacunes existantes liées au cadre thématique, ont approfondi certaines questions et ont formulé des recommandations.

Ces groupes de travail facilitent les rencontres et les échanges réguliers entre différents acteurs, apportant ainsi une véritable valeur ajoutée. Il existe officiellement un coordinateur chargé de la lutte contre l'antisémitisme. Au sein du gouvernement, nous allons évaluer si cette mesure est suffisante ou pas.

02.03 Caroline Désir (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse. Au vu des chiffres alarmants, il est clair que ces coordinations sont nécessaires. Il faut encore renforcer l'effectivité des actions de ces coordinateurs. Nous comptons sur vous pour présenter ce plan d'action interfédéral en septembre, comme vous vous y êtes engagé. À ce moment-là, je vous interpellerais à nouveau afin d'en connaître l'état d'avancement.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

03 Question de François De Smet à Bart De Wever (premier ministre) sur "Les instruments de lutte contre l'antisémitisme" (56014924C)

03 Vraag van François De Smet aan Bart De Wever (eerste minister) over "De instrumenten om antisemitisme te bestrijden" (56014924C)

03.01 François De Smet (DéFI): Madame la présidente, cette question est adressée au premier ministre et, en outre, le ministre a déjà partiellement répondu. Je renvoie donc au texte écrit de ma question.

Il y a quelques semaines en séance plénière, vous rappeliez que le Conseil national de sécurité s'était réuni afin d'évaluer les conséquences du conflit au Moyen-Orient sur notre sécurité intérieure. Vous souligniez à juste titre que la sécurité de la communauté juive constitue l'une des priorités absolues de l'État et que, dans le contexte européen actuel, la lutte contre l'antisémitisme devait être renforcée.

Vous indiquiez également que notre pays dispose formellement d'un coordinateur chargé de la lutte contre l'antisémitisme, placé sous l'égide du département de l'Égalité des chances, tout en précisant qu'il conviendrait d'évaluer si cela est suffisant à une époque où l'antisémitisme est en progression.

Dans ce contexte, je souhaiterais vous poser les questions suivantes:

Si le gouvernement a, depuis votre déclaration, avancé dans ses discussions internes quant au renforcement du dispositif existant de coordinateur de lutte contre l'antisémitisme?

dans l'affirmative, où en est la réflexion en vue de désigner un coordinateur national doté d'un mandat clair, d'une autonomie renforcée et de moyens propres, conformément aux recommandations européennes?

quelle est son appréciation quant à la réduction de 25 % des moyens d'Unia, acteur central dans la lutte contre les discriminations et le racisme, dont l'antisémitisme?

Comment le gouvernement entend-il garantir l'efficacité de la lutte contre l'antisémitisme si les moyens des institutions spécialisées sont diminués, alors même qu'en tant que premier ministre il constate une recrudescence préoccupante du phénomène?

03.02 Rob Beenders, ministre: Monsieur De Smet, le premier ministre a en effet rappelé le 12 mars dernier que la Belgique dispose déjà d'un coordinateur chargé de la lutte contre l'antisémitisme au sein du département de l'Égalité des chances. Cette coordination relève donc de mon administration.

Cela dit, je veux être très clair: notre réflexion n'a pas commencé le 12 mars. Nous regardons en permanence ce qui fonctionne, ce qui doit être renforcé et ce qui doit être adapté. Ce travail était déjà en cours avant le 12 mars et il se poursuit aujourd'hui.

Je rappelle aussi que la Belgique s'inscrit pleinement dans le cadre européen. La Commission européenne encourage les États membres à désigner des coordinateurs pour lutter contre l'antisémitisme, mais elle n'impose pas un seul modèle. Chaque pays peut donc organiser cette fonction selon ses propres institutions et selon ce qui fonctionne le mieux sur le terrain.

Depuis 2024, notre pays dispose, en outre, d'un mécanisme national de coordination, qui permet l'échange d'informations, le suivi des actions et le dialogue entre les autorités, les organisations juives, la société civile et les organismes d'égalité.

Unia reste évidemment un acteur essentiel dans la lutte contre l'antisémitisme. La réduction budgétaire ne remet pas en cause ses missions légales fondamentales.

Nous reconnaissons tous la gravité de la situation. Laissons donc les structures existantes accomplir leur travail et évitons les polémiques médiatiques qui détournent l'énergie de l'essentiel: garantir la sécurité de la communauté juive, comme le font les dernières dispositions prises par le gouvernement.

03.03 François De Smet (DéFI): Merci, monsieur le ministre, pour votre réponse. Nous ne sommes pas tout à fait d'accord là-dessus, mais j'ai bien compris que la réflexion se poursuivait.

Pour un grand nombre d'organisations juives, se pose un problème d'incarnation dans le mécanisme actuel qui reste, somme toute, assez administratif. Ils sont nombreux à penser, et je peux partager ce sentiment, que la désignation d'un coordinateur réel, comme personne physique, serait de nature à incarner plus adéquatement l'action de la lutte contre l'antisémitisme sur le plan de la coordination, tout en ne retirant rien à ce que fait Unia, malgré la réduction de 25 % de leur budget infligée par ce gouvernement.

Nous assurerons donc le suivi de cette question.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

04 Question de Patrick Prévot à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "La lutte contre les discriminations dans les festivals de musique" (56015002C)

04 Vraag van Patrick Prévot aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "De strijd tegen discriminatie tijdens muziekfestivals" (56015002C)

04.01 Patrick Prévot (PS): Monsieur le ministre, selon une étude réalisée en 2025 par Bancontact Payconiq, un Belge sur trois participe chaque année à au moins l'un des festivals de musique organisés dans notre pays. Nous connaissons tous ces festivals: Dour Festival, Francolies de Spa, Tomorrowland, Ronquières Festival, LaSemo – qui vient de se terminer sur une magnifique édition –, Couleur Café et j'en passe.

Ces dernières années, certaines éditions ont été émaillées de propos et de faits racistes et discriminatoires. Je pense par exemple au Pukkelpop Festival où, en 2018, deux femmes avaient été agressées par des jeunes qui entonnaient en même temps le refrain "Coupez les mains, le Congo est à nous". En 2022, Unia rapportait avoir reçu plusieurs signalements concernant des saluts nazis, des

chants anti-wallons et des tentes saccagées à l'encontre des francophones.

Dans un contexte où les discriminations persistent, voire augmentent, le tiers des Belges qui se rendra encore cette année dans un festival de musique doit pouvoir vivre son expérience en toute sérénité, peu importe sa langue, sa couleur de peau, sa religion, son orientation sexuelle, etc. Monsieur le ministre, ces lieux éphémères doivent recevoir toute l'attention requise en matière de lutte contre la discrimination. Je pense que le fédéral a son rôle à jouer dans ce combat, en coordination avec les autres niveaux de pouvoir.

Monsieur le ministre, comment se définissent les responsabilités de chaque niveau de pouvoir? Quel rôle le fédéral s'engage-t-il à prendre pour cette nouvelle saison déjà en cours?

Quels sont les moyens qui seront mis en œuvre lors de la prochaine saison des festivals pour lutter contre toutes les formes de discrimination? Des campagnes de sensibilisation sont-elles envisagées en amont et dans le cadre même des festivals? La mise en place de points de contact ou de signalement est-elle envisagée?

Enfin, comptez-vous rencontrer les organisateurs de festivals dans ce cadre, notamment pour faire le débriefing de cette saison et prévoir des améliorations pour la saison prochaine?

04.02 Rob Beenders, ministre: Monsieur Prévot, je vous remercie pleinement pour votre question parce qu'elle permet de mettre en lumière un enjeu important, surtout maintenant que la saison des festivals a commencé. Je tiens d'abord à condamner fermement toute forme de discrimination, quel que soit l'endroit où elle se produit. Les festivals doivent être des lieux où chacun et chacune peut se sentir en sécurité et respecté, indépendamment de son origine, de sa langue, de sa couleur de peau, de sa religion, de son orientation sexuelle ou de son handicap.

En tant que ministre de l'Égalité des chances, je coordonne actuellement les travaux sur le plan d'action interfédéral contre la discrimination. Ce plan sera lancé dans deux mois.

Ce travail se fait dans le cadre de la Conférence interministérielle (CIM) Égalité des chances, Handicap et Lutte contre le racisme. Tous les niveaux de pouvoir y sont représentés.

L'organisation des festivals relève toutefois principalement des entités fédérées. Je sais que plusieurs initiatives existent déjà à ce niveau. Si les ministres compétents qui participent à la CIM estiment que ce thème mérite une attention interfédérale, ils peuvent bien entendu le porter à l'attention des membres de la CIM.

04.03 Patrick Prévot (PS): Je vous remercie, monsieur le ministre.

Comme vous, je condamne évidemment toute forme de discrimination. J'estime que les festivals constituent, pour les jeunes comme pour les moins jeunes, des lieux où l'on doit pouvoir, en toute sécurité et en toute quiétude, faire une pause, s'offrir une bulle de légèreté déconnectée du quotidien. C'est pourquoi nous avons le devoir de rendre ces événements aussi sûrs que possible.

Je sais, pour avoir siégé dans d'autres assemblées, que le cadre de leur organisation relève principalement des entités fédérées. La difficulté – comme toujours dans notre pays – réside dans l'absence d'une harmonisation pleine et entière des règles applicables à l'organisation de ces festivals – qu'ils se tiennent en Wallonie ou en Flandre –, puisque ce sont les entités fédérées qui en ont la charge.

J'estime pourtant que les Belges devraient pouvoir bénéficier du même niveau d'exigence, qu'ils se rendent à Tomorrowland, au Dour Festival ou aux Francofolies de Spa. J'entends que vous êtes ouvert à la tenue d'une CIM. Vous indiquez d'ailleurs que, si vos collègues en font la demande, vous n'y êtes pas opposé.

Pour ma part, je vous invite à faire preuve d'un peu plus de proactivité et à examiner dans quelle mesure une CIM ne devrait pas être organisée avec les ministres compétents des entités fédérées, afin de définir un socle commun de mesures permettant d'éviter que de tels débordements ne se reproduisent.

L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

05 Question de **Caroline Désir** à **Rob Beenders** (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "La lutte contre les discriminations envers les personnes trans" (56015003C)

05 Vraag van **Caroline Désir** aan **Rob Beenders** (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "De strijd tegen discriminatie van transpersonen" (56015003C)

05.01 **Caroline Désir** (PS): Monsieur le ministre, la dernière étude nationale de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes révèle une détérioration significative du climat social à l'égard des personnes trans en Belgique. Près de 70 % d'entre elles constatent une augmentation des préjugés et de l'intolérance, tandis que les signalements de discours de haine transphobes adressés à l'Institut sont en hausse. Ces discours, souvent alimentés par des campagnes de désinformation, contribuent à banaliser des formes de discrimination et à fragiliser l'accès aux droits sociaux essentiels.

Les conséquences sont directes. Près de 40 % des personnes trans évitent certains lieux par crainte d'agressions et beaucoup rapportent une détérioration de leur santé mentale liée au stress, au manque d'acceptation et à la crainte d'une régression de leurs droits.

Cette situation interpelle d'autant plus que le 31 mars dernier marquait la Journée internationale de visibilité des personnes trans, un moment consacré à rappeler que la dignité, l'égalité et la protection des minorités ne sont pas des options, mais des exigences démocratiques. Cette Journée souligne que les personnes trans ne demandent pas des droits particuliers, mais l'effectivité des droits fondamentaux déjà garantis par notre Constitution.

Monsieur le ministre, comment évaluez-vous l'impact de la hausse des discours transphobes et la détérioration de l'accès effectif aux droits sociaux des personnes trans? Un suivi spécifique est-il assuré en collaboration avec l'Institut et les acteurs de terrain?

Quelles mesures entendez-vous renforcer pour contrer la diffusion d'informations erronées concernant les parcours de transition, notamment chez les jeunes et garantir une information correcte aux familles, aux professionnels de la santé et aux services sociaux?

Enfin, quelles initiatives de sensibilisation du grand public et des institutions envisagez-vous, notamment dans le prolongement du 31 mars, en vue de contrer la banalisation des discours de haine et réaffirmer les droits des personnes trans?

05.02 **Rob Beenders**, ministre: Merci beaucoup pour votre question, madame Désir.

La montée en puissance des discours qui remettent en cause le genre et qui sapent ainsi la légitimité des personnes transgenres constitue un défi majeur dans le cadre de ma politique. J'ai déjà dénoncé ce mouvement de recul au niveau international et réaffirmé notre rôle de pionniers en matière de défense des droits des personnes transgenres à l'échelle mondiale.

Comme vous l'indiquez vous-même, les recherches et les signalements reçus par l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes sur ce thème illustrent la nécessité d'aborder cette question également en Belgique. La lutte contre le mouvement anti-genre et la haine envers les personnes transgenres exige donc une approche globale et coordonnée. C'est exactement ce que nous visons dans le cadre de la Conférence interministérielle Égalité des chances et du plan d'action interfédéral pour les droits des personnes LGBTQIA+.

J'ai également chargé l'Institut de mener une étude sur les discours masculinistes. Ceux-ci visent souvent à défendre ou à restaurer la masculinité traditionnelle. Et c'est là aussi que la rhétorique anti-transgenre refait surface. Cette étude s'efforcera de proposer des pistes pour contrer ce type de discours.

05.03 **Caroline Désir** (PS): Monsieur le ministre, lors de ma précédente question, nous avons effectivement déjà abordé la question du plan d'action interfédéral pour l'égalité.

Nous attendons ces outils avec impatience, car le climat se détériore sur tous les plans en matière d'égalité. Il importe donc que nous restions des pionniers et que nous demeurions à la pointe de ces combats.

À cet égard, je me réjouis d'entendre que vous avez commandé cette étude sur le masculinisme, un sujet qui m'inquiète aussi dans le cadre de la lutte contre les discriminations envers les personnes transgenres. On constate que ces discours ont un impact particulier, notamment sur les jeunes et via les réseaux sociaux. Le Forum des Jeunes vient, du reste, de mener une enquête à ce sujet, et ses résultats sont particulièrement inquiétants. C'est pourquoi je suivrai cette question avec beaucoup d'intérêt.

Monsieur le ministre, vous ne m'avez cependant pas précisé pour quelle date les résultats de cette étude sont attendus. Vous ne le savez pas encore? Je ne manquerai pas de revenir sur ces deux sujets fondamentaux pour notre avenir, celui de notre société et de nos jeunes.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

06 **Question de François De Smet à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "Le plan interfédéral contre le racisme" (56015761C)**

06 **Vraag van François De Smet aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "Het interfederale actieplan tegen racisme" (56015761C)**

06.01 **François De Smet (DéFI):** Monsieur le ministre, la Belgique a passé son quatrième examen périodique universel devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU le 6 mai dernier à Genève.

Le plan fédéral que vous portez, qui était une des mesures phares de votre département dans le cadre de l'accord de coalition, prévoit quelque 70 mesures, dont des dispositions spécifiques visant à lutter contre le profilage ethnique par les services de police et d'autres administrations publiques.

Parmi ces 70 mesures, lesquelles sont d'ores et déjà pleinement opérationnelles? Selon quel calendrier précis les mesures restantes seront-elles mises en œuvre?

Quels indicateurs concrets permettent-ils de mesurer la réduction effective du profilage ethnique dans les pratiques policières depuis le lancement du plan?

Les conclusions et recommandations issues de l'examen onusien seront-elles rendues publiques? Feront-elles l'objet d'un rapport au Parlement? Le gouvernement s'engage-t-il à y répondre dans un délai déterminé?

06.02 **Rob Beenders**, ministre: Monsieur De Smet, le 6 mai dernier, la Belgique a passé son examen périodique universel devant le Conseil des droits de l'homme. La demande d'un engagement pour un plan interfédéral pour le racisme est effectivement portée par de nombreux États.

La Belgique a déjà répondu positivement à un certain nombre de ces demandes, et nous en acceptons d'autres. Le processus est encore en cours à cet effet. La réponse officielle sera accessible à tous sur le site des Nations Unies à la fin du processus, pas avant le mois de septembre.

L'objectif du gouvernement est d'adopter le plan interfédéral de lutte contre le racisme en septembre 2026. Les mesures fédérales de ce plan sont en préparation. Un calendrier et des indicateurs précis seront prévus. Si vous le souhaitez, nous en reparlerons une fois ces mesures adoptées..

06.03 **François De Smet (DéFI):** Je remercie le ministre pour sa réponse claire.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

07 **Samengevoegde vragen van**

- Irina De Knop aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "De Rainbouw Map van ILGA Europe" (56015907C)

- Sam Van Rooy aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "De achteruitgang van België op de Rainbow Map" (56015972C)

07 **Questions jointes de**

- Irina De Knop à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "La Rainbouw Map de ILGA Europe" (56015907C)

- Sam Van Rooy à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "Le recul de la Belgique dans le classement de la Rainbow Map" (56015972C)

De **voorzitter**: Mevrouw De Knop is afwezig.

07.01 **Sam Van Rooy** (VB): Mijnheer de minister, België zakt naar de vierde plaats op de Rainbow Map, de jaarlijkse Europese ranking voor lgbtqia+-rechten. Wat is uw reactie daarop? Wat zijn volgens u de oorzaken hiervoor? Welk beleid zult u voeren om die achteruitgang te keren? Ik neem aan dat u dat wilt.

07.02 Minister **Rob Beenders**: Mijnheer Van Rooy, als er wordt gekeken naar de percentages, dan is België gebleven waar het stond. Stilstand betekent in dit geval echter een plaatsenverlies in de ranking. De 85 % die België dit jaar heeft gehaald, is nog altijd hetzelfde percentage als vorig jaar. Andere landen hebben gewoon een versnelling hoger geschakeld. De lgbtqia+-rechten in België zijn er dus niet op achteruitgegaan, omdat ons percentage hetzelfde is gebleven. Bovendien blijven in de kopgroep staan. Dat neemt niet weg dat het beter moet en zal worden, want stilstand is niet het juiste antwoord.

Wij hebben een actieplan opgesteld, dat vermoedelijk de komende week aan de regering wordt voorgelegd. Dat plan bevat een federale bijdrage waarin heel wat elementen zitten die ook voor de ranking belangrijk zijn. Zodra de regering het plan heeft goedgekeurd, kunnen wij daarover ook communiceren en dan zullen we dat naast de aanbevelingen van ILGA op tafel leggen. Ik ben er vrij zeker van dat het actieplan positief zal worden onthaald, omdat de elementen die erin staan, rekening houden met de ranking.

Ons plan is heel duidelijk. We hebben een jaar gewerkt aan acties. Daarom is er ook geen verandering gekomen in de score. We zullen die acties op tafel leggen, nadat het plan in de regering is goedgekeurd. We hopen dat ze volgend jaar een impact zullen hebben op de ranking. We werken erg hard om die score te verbeteren en om opnieuw in de top drie te geraken.

07.03 **Sam Van Rooy** (VB): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord. De *Rainbow Map* meet alleen politiek beleid en intenties en niet de weerbarstige realiteit. Ik hoop dat u samen met mij vaststelt dat het voor holebi's en lgbtqia+-personen in onze samenleving onveiliger wordt in plaats van veiliger. Herinner u hoe drie artiesten die op de Brussels Pride in mei hadden opgetreden, na afloop werden belaagd door een twintigtal jongeren. "Dit was de allereerste keer in mijn leven dat ik op straat werd aangevallen omdat ik gay ben", aldus een van de slachtoffers.

Mijnheer de minister, u weet ook dat de daders er in dit land steevast vanaf komen met een fopstrafje. U mag nog zoveel beleid voeren als u wilt, maar als de regering niet stopt met het massaal binnenhalen van personen uit homohaatculturen in het Midden-Oosten en Afrika, zal het hier alleen maar onveiliger worden voor lgbtqia+-personen.

07.04 Minister **Rob Beenders**: Mijnheer Van Rooy, het is niet mijn gewoonte om nog eens te reageren, maar in dit geval wil ik dat absoluut, omdat het onveiligheidsgevoel dat resulteert in onveiligheid op straat, van verschillende conservatieve krachten komt, waar ze ook vandaan komen. Ik vind dat de conservatieve krachten die ervoor zorgen dat het onveilig wordt, allemaal aangepakt moeten worden. U beperkt zich tot één groep, maar ik wil dat alle groepen worden aangepakt om het onveiligheidsgevoel op straat aan te pakken. Dat is het verschil tussen ons. Ik wil iedereen aanpakken die die mensen een

onveiligheidsgevoel geeft. U focust zich op één groep, ik focus mij op alle groepen.

07.05 Sam Van Rooy (VB): Mijnheer de minister, ik focus mij niet op één groep, ik kijk naar de weerbarstige realiteit in onze straten en pleinen. Ik verwijs bijvoorbeeld naar VRT-journalist Riadh Bahri, die vele jaren geleden al getuigde dat hij in Brusselse wijken niet meer hand in hand durfde te lopen met zijn vriend. U kunt zoveel zeggen als u wilt, mijnheer de minister, over wat u conservatieve krachten noemt, maar als homoseksuelen schrik hebben in bepaalde wijken, dan is dat niet in de wijken waar conservatieve katholieken in meerderheid aanwezig zijn of waar Vlaams Belangers wonen. Dat zijn wijken die doorheen de jaren zijn verworpen tot geïslamiseerde wijken met een meerderheid of een zeer grote minderheid aan mensen met een achtergrond uit het Midden-Oosten en Afrika.

U kunt daarvoor blind blijven en dat steken op wat u onder de paraplu zet van conservatieve krachten, maar dat zijn de feiten. Ik til enorm zwaar aan het feit dat die twintigtal zogenaamde jongeren na de Gay Pride in mei drie artiesten hebben aangevallen. U weet, net als ik, zeer goed welke achtergrond die jongeren hebben. Dat waren geen Vlaams Belangers, mijnheer de minister. Dat waren geen conservatieve katholieken. Dat waren jongeren met een islamitische achtergrond. Daarin schuilt volgens mij het grote gevaar. Dat is de olifant in de kamer, die ik zal blijven benoemen.

07.06 Minister Rob Beenders: Mijnheer Van Rooy, ik draag een hoortoestel en een cochleair implantaat, maar misschien moet u ook eens een hoortest laten doen. Uw discours is altijd hetzelfde, maar u moet reageren op wat ik zeg. Ik heb niet gezegd dat het alleen leden van het Vlaams Belang zijn. Ik heb u één ding heel duidelijk gezegd. Iedereen die de waarden en normen in ons land niet respecteert en het onveilig maakt voor bepaalde groepen, in dit geval LGBTQI-personen, zal ik nooit tolereren. Daar zal ik tegen blijven strijden. Dat heb ik gezegd. U antwoordt opnieuw met uw eigen discours en reageert niet op wat ik heb gezegd.

Laat vandaag misschien eens een hoortest doen om duidelijk te horen wat ik net heb gezegd. Leg mij geen woorden in de mond die ik niet heb gezegd.

07.07 Sam Van Rooy (VB): Ik merk dat de waarheid kwetst. U wordt persoonlijk. U zegt dat ik niet goed heb gehoord. Wel, ik heb u zeer goed gehoord en ik heb u geantwoord, mijnheer de minister, dat de wijken waar homoseksuelen zich onveilig voelen, zwaar zijn aangetast door de roekeloze massamigratie van de afgelopen decennia en dat ook de illegaliteit daar welig tiert dankzij partijen zoals de uwe en dankzij het huidige asiel- en migratiebeleid van de regering waarvan u deel uitmaakt.

Elke dag komen er mensen uit culturen waar homohaar ingebakken zit, uit Syrië, Afghanistan, de Palestijnse gebieden en Afrikaanse landen, dit land binnen. Het zijn ook degenen die homoseksuelen verbaal of fysiek lastigvallen op straat, niet Vlaams Belangers en niet de conservatieve katholieken. Dat zal ik blijven zeggen. Met uw beleid zult u daar niets aan kunnen veranderen, totdat we eindelijk een ander asiel- en migratiebeleid voeren.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

08 Vraag van Anja Vanrobaeys aan David Clarinval (VEM Werk, Economie en Landbouw) over "Leeftijdscriminatie op de arbeidsmarkt" (56015979C)

08 Question de Anja Vanrobaeys à David Clarinval (VPM Emploi, Économie et Agriculture) sur "Les discriminations liées à l'âge sur le marché du travail" (56015979C)

08.01 Anja Vanrobaeys (Vooruit): Mijnheer de minister, uit een rapport van het Vlaams Mensenrechteninstituut van enkele maanden geleden blijkt dat vier op de tien Vlamingen ooit met leeftijdscriminatie te maken heeft gehad. Leeftijd is de meest gerapporteerde discriminatiegrond. Men denkt dan in de eerste plaats aan ouderen, 65-plussers, maar ook 55-plussers. Uit dat rapport blijkt echter ook dat jongeren benadeeld worden op basis van hun leeftijd. Die discriminatie situeert zich vooral op de arbeidsmarkt, met gemiste bijscholingskansen, drempels bij aanwervingen, leeftijdsgebonden ontslagen en uitsluiting bij sollicitaties.

Hoe zult u dat aanpakken? Welke maatregelen overweegt u? Wat hebt u voor ogen om mensen beter te beschermen tegen leeftijdsgebonden uitsluiting op de arbeidsmarkt?

08.02 Minister **Rob Beenders**: Mevrouw Vanrobaeys, het maatschappelijk debat over leeftijdsdiscriminatie wordt de afgelopen maanden gelukkig volop gevoerd. Een studie van Unia heeft voor het eerst ook de cijfers op tafel gelegd en het is dan ook belangrijk zulke onderzoeken te blijven voeren. Leeftijdsdiscriminatie blijkt de meest voorkomende vorm van discriminatie op werkvlak te zijn. Vanaf gemiddeld de leeftijd van 50 jaar neemt leeftijdsdiscriminatie toe, aldus het onderzoek. Zelfs wanneer men het voorkomen van een 50-jarige heeft, terwijl men jonger is, speelt leeftijdsdiscriminatie al een rol.

We zullen aan de slag gaan met de door Unia geformuleerde aanbevelingen om leeftijdsdiscriminatie aan te pakken. Op korte termijn starten we een campagne om het onderwerp op de agenda te houden en de samenleving duidelijk te maken dat 50-plussers niet afgeschreven zijn. Die campagne zal op werkgevers worden gericht, omdat vooral bij hen een mentaliteitswijziging nodig is om duidelijk te maken dat 50-plussers niet te oud zijn voor de werkvloer. Daarnaast zullen we ook de bepalingen inzake het voorkomen van discriminatie in arbeidsverhoudingen aanscherpen.

Dat was een van de aanbevelingen van de Commissie voor de evaluatie van de federale antidiscriminatiewetten, die in haar eindverslag vaststelde dat de bestaande regelgeving inzake welzijn op het werk en de psychosociale risico's onvoldoende rekening houden met discriminatie in alle fasen van de arbeidsrelatie.

Daarom gaan wij daarmee aan de slag en zullen wij preventieve, specifieke maatregelen integreren in de federale antidiscriminatiewetten. Op die manier willen wij ook juridische zekerheid bieden aan de mensen die met dergelijke discriminatie te maken krijgen zodat zij, wanneer zij een juridische procedure willen starten, niet botsen op wetgeving die niet is aangepast.

Alle aanbevelingen liggen nu op tafel, maar op korte termijn zijn dat de eerste twee waarmee wij aan de slag gaan.

08.03 **Anja Vanrobaeys** (Vooruit): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord.

Uiteraard is juridische zekerheid heel belangrijk want als mensen zich gediscrimineerd voelen en willen reageren, moeten zij ook de juridische instrumenten in handen hebben om zich te verdedigen.

Het is even belangrijk dat u die campagne ten aanzien van de werkgevers zult voeren. Dat is immers iets wat ik hier al honderd keer heb aangegeven. Wij kunnen zoveel wetten maken als wij willen maar zolang de mindset op het werk niet verandert, staan wij daar met onze wetten. De betrokkenen moeten bovendien ook nog de middelen hebben om een en ander juridisch af te dwingen. Het is dan ook heel belangrijk dat er wordt gesensibiliseerd en dat mensen bewust worden gemaakt. Zoals u aangeeft, is een 50-jarige niet afgeschreven. Ik heb er alle vertrouwen in dat u de zaak goed zult aanpakken.

Als ik naar mijzelf kijk, ben ik blij dat ik op mijn vijftigste van Vooruit de kans heb gekregen om op de kieslijst te staan en in het Parlement te kunnen zetelen. Dat was de leeftijd waarop ik voor het eerst werd verkozen in het Parlement. Ik hoop dat iedereen zoals ik op die leeftijd de kans krijgt op het werk om zich nog eens te bewijzen. Mensen zijn op hun vijftigste niet afgeschreven en kunnen nog heel wat doen.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

09 **Question de Anne Pirson à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "Les Nations Unies et les discriminations liées à l'âge sur le marché du travail" (56015984C)**

09 **Vraag van Anne Pirson aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "De Verenigde Naties en leeftijdsdiscriminatie op de arbeidsmarkt" (56015984C)**

09.01 **Anne Pirson** (Les Engagés): Monsieur le ministre, j'ai également interrogé, voici quelques semaines en commission, votre collègue le ministre Clarinval, au sujet des discriminations fondées sur l'âge sur le marché de l'emploi. Il arrive souvent que les candidats soient soit trop âgés soit trop jeunes pour être embauchés.

Récemment, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a adopté une résolution prévoyant la mise en place d'un groupe de travail chargé d'élaborer une future convention internationale relative aux droits des personnes âgées. Cette initiative est soutenue depuis longtemps par plusieurs organisations, dont Amnesty International. Elle constituerait une avancée majeure dans la reconnaissance des droits fondamentaux des aînés.

À l'heure actuelle, en effet, malgré le vieillissement croissant de la population, le cadre international actuel présente encore des lacunes. La discrimination fondée sur l'âge n'est pas explicitement interdite dans les instruments existants, et les obligations des États à l'égard des personnes âgées restent très fragmentaires.

Au niveau international, nous avons déjà la Convention relative aux droits de l'enfant ou la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Dans le contexte actuel du vieillissement de la population, nous pourrions dès lors élaborer un instrument juridique contraignant, similaire à ceux que je viens d'évoquer. Cet instrument pourrait insuffler une dynamique de changement qui viendrait renforcer la protection des droits des aînés en matière de soins, de lutte contre l'isolement, de participation sociale et de non-discrimination sur le marché de l'emploi.

Monsieur le ministre, quelles sont votre position et celle de la Belgique concernant cette initiative des Nations Unies qui vise à élaborer une convention internationale sur les droits des personnes âgées? Notre pays entend-il soutenir activement ce processus? Dans la perspective de ces travaux, une réflexion est-elle engagée au niveau fédéral – j'ai déjà entendu déjà votre réponse à Mme Vanrobaeys – afin d'identifier d'éventuelles lacunes dans notre propre cadre juridique en matière de protection des personnes âgées, notamment par rapport au marché de l'emploi?

09.02 Rob Beenders, ministre: Madame Pirson, conformément à l'accord de coalition, le gouvernement soutient les travaux du groupe de travail intergouvernemental sur les droits des personnes âgées. Nous participons à ses réunions et nous en suivons les développements. Nous soutenons toutes les initiatives visant à renforcer la protection des droits des aînés, qui s'inscrivent dans la continuité du cadre international existant.

Comme vous le savez, le gouvernement a financé un projet de recherche mené par Unia afin d'établir un état des lieux de la discrimination fondée sur l'âge et la manière dont elle se manifeste dans différents aspects de la vie quotidienne. Cette étude s'est achevée en février 2026 et comprenait 21 recommandations. Celles-ci doivent désormais servir de base à l'élaboration de mesures concrètes de lutte contre l'âgisme, en collaboration avec les membres du gouvernement, chacun pour ce qui relève de ses propres compétences. L'une des mesures actuellement en préparation est une campagne de sensibilisation axée sur le marché du travail, comme j'ai déjà eu l'occasion de l'expliquer à Mme Vanrobaeys. Cette campagne vise à renforcer la prise de conscience des préjugés liés à l'âge et à encourager les acteurs concernés à adopter une approche plus inclusive. Son lancement est prévu pour octobre 2026.

09.03 Anne Pirson (Les Engagés): Merci, monsieur le ministre, pour vos réponses.

Je pense en effet que le gouvernement doit faire preuve de cohérence en matière de lutte contre les discriminations à l'emploi visant les personnes âgées. Nous savons que nous souhaitons permettre aux citoyens de travailler plus longtemps et que plusieurs mesures ont été prises afin de favoriser le maintien des travailleurs plus âgés sur le marché de l'emploi. Toutefois, si ces mesures ne s'accompagnent pas d'une politique visant à faire évoluer les mentalités, comme l'a souligné Mme Vanrobaeys, nous n'atteindrons pas nos objectifs. Nous suivrons donc avec attention les actions qui seront conduites à la suite des recommandations formulées par Unia.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

10 **Samengevoegde vragen van**

- **Sam Van Rooy** aan **Rob Beenders** (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "Het feit dat 1 op 5 jonge mannen vindt dat een man zijn vrouw mag slaan" (56016185C)
- **Irina De Knop** aan **Rob Beenders** (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "De toenemende intolerantie en de problematische genderopvattingen bij jongeren" (56016191C)

10 **Questions jointes de**

- **Sam Van Rooy** à **Rob Beenders** (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "Le fait qu'un jeune homme sur cinq estime qu'un homme a le droit de frapper sa femme" (56016185C)
- **Irina De Knop** à **Rob Beenders** (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "L'intolérance croissante des jeunes et leurs conceptions hostiles en matière de genre" (56016191C)

10.01 **Sam Van Rooy** (VB): De studie *De Foto van Vlaanderen* is al een tijdje geleden verschenen. Dat was een groot maatschappelijk onderzoek, uitgevoerd in opdracht van de VRT, waaruit blijkt dat bijna een op de vijf jonge mannen tussen 18 en 24 jaar vindt dat een man soms zijn vrouw mag slaan.

Mijnheer de minister, wat is uw reactie daarop? Hoe komt dat volgens u? Onderneemt u vanuit uw bevoegdheden iets om dergelijke verwerpelijke denkbeelden aan te pakken?

10.02 Minister **Rob Beenders**: De studie *De Foto van Vlaanderen* is niet de enige die die trend bevestigt. Ze geeft aan dat er inderdaad een ernstige opmars is van retoriek die heel wat zaken in vraag stelt, zoals gender, geslacht, het bestaansrecht van transgenderpersonen, gendergelijkheid en noem maar op.

Die retoriek is dus in opmars. Ik denk ook dat een pushbackbeweging nodig is. België kan daarin een voortrekkersrol spelen, al is het maar omdat de rechten van vrouwen en transgenderpersonen in België echt vooruitstrevend zijn en internationaal nauwlettend worden opgevolgd.

Als de retoriek van groepen die gender in vraag stellen en aangeven dat vrouwen aan de haard horen en dergelijke toeneemt, dan moet de megafoon van de andere retoriek groter worden. Ik denk dat we daarin allemaal een belangrijke rol te spelen hebben. Elk woord in deze discussie is belangrijk.

Als u echt vindt dat hier iets aan moet worden gedaan, nodig ik u uit om daar ook in al uw communicatie en in uw woorden tegenin te gaan. Laten we dat allemaal samen doen, zodat we de tendensen die in *De Foto van Vlaanderen* naar voren zijn gekomen, kunnen keren en zodat we ervoor zorgen dat onze samenleving niet wordt opgedeeld in genders, geslachten en dergelijke. Laat dat een opdracht zijn voor ons allemaal. Mijn strijd is duidelijk. Ik zal met alle macht en alle instrumenten die ik heb tegen die retoriek blijven ingaan.

10.03 **Sam Van Rooy** (VB): Minister, in Vlaanderen vindt bijna een op de vijf jonge mannen tussen 18 en 24 jaar dat een man soms zijn vrouw mag slaan. Ik stel u daar vragen over omdat ik daar zeer bezorgd over ben, maar u komt eigenlijk niet verder dan wat oppervlakkig, politiek correct gewauwel.

Minister, u benoemt alweer de olifant in de kamer niet. De islam roept in de Koran en de hadith op tot het als inferieur behandelen en slaan van vrouwen. Lees bijvoorbeeld Koran, soera 4, vers 34.

In de moslimwereld, in landen waar de islam, de maatschappij en/of de wetgeving domineert, worden meisjes en vrouwen behandeld als tweederangsburgers en op grote schaal mishandeld. Dat is daar schering en inslag. Daarom zeg ik u: wie de islamitische wereld blijft binnenhalen, wordt uiteindelijk zelf de islamitische wereld, inclusief dit soort verwerpelijke opvattingen over vrouwen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: De vraag van mevrouw Van Hoof wordt tot het einde van de vergadering uitgesteld.

11 Vraag van Sam Van Rooy aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "Het schrappen van de term 'islamofobie'" (56016274C)

11 Question de Sam Van Rooy à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "La suppression du terme "islamophobie"" (56016274C)

11.01 Sam Van Rooy (VB): Mijnheer de minister, beter laat dan nooit: Zweden stopt met het gebruik van de term islamofobie. Het zou er zelfs bij de EU en de VN op aandringen om die term niet langer te gebruiken. Klopt dat? Indien ja, steunt u en de regering Zweden hierin? Er zijn immers diverse goede redenen voor het schrappen van de term islamofobie. Ten eerste, de regering hanteert geen termen zoals christofobie, hindoeïsme-fobie en atheïsme-fobie. Aldus laadt de regering-De Wever de verdenking op zich dat ze een dubbele standaard hanteert tegenover atheïsten, christenen en de vele hier aanwezige religies, terwijl de overheid toch pretendeert neutraal te zijn.

Ten tweede, islamofobie is historisch gegroeid als een politieke strijdterm om islamkritiek te criminaliseren en te bestrijden. Zo wordt de term doorgaans ook gebruikt, inclusief door moslimfundamentalistische en jihadistische actoren zoals de Moslimbroederschap en de Islamitische Republiek in Iran.

Ten derde, zeker religies en ideologieën zouden toch bekritiseerd en bespot moeten kunnen worden. Mensen zouden ook hun sterke afkeer of volledige verwerping ervan moeten kunnen uiten. Een moslim die, doorgaans met gevaar voor eigen leven, zelfs hier op ons grondgebied, de islam afvalt en helemaal verwerpt of die de islam fundamenteel bekritiseert of zelfs haat en dus ex-moslim wordt, zoals ik er wel een aantal ken, worden door het gebruik van de term islamofobie eigenlijk gebrandmerkt.

Volgens uw beleidsverklaring wil de regering islamofobie aanpakken. Vandaar mijn vraag of u kunt toelichten welk beleid de regering precies voert en plant te voeren om islamofobie aan te pakken.

Mijnheer de minister, ik wil u in deze vraagstelling een beetje tegemoetkomen met het volgende. Wie haat koestert tegen elke persoon die zichzelf om welke reden dan ook moslim noemt, kan toch perfect een moslimhater worden genoemd? Ik voeg hier nog aan toe dat de Koran, het heilige boek van de islam, uitblinkt in haat tegen de niet-moslim, tegen christenen, joden en ongelovigen. Men zou van minder islamofob worden. Mijn fundamentele vraag aan u is, dus of u bereid bent om de term islamofobie volledig te schrappen.

11.02 Minister Rob Beenders: Mijnheer Van Rooy, wat Zweden doet, moet Zweden doen. Wij voeren hier in België ons eigen beleid en dat beleid is duidelijk en werd meermaals bevestigd, ook in onze beleidsnota's.

Wij bestrijden racisme en discriminatie in al hun vormen. Ik blijf daarop inzetten. Ik zie in uw retoriek altijd de discussies over woorden, maar een discussie over woorden doet de realiteit natuurlijk niet verdwijnen. Het is niet omdat u een woord lastig vindt, dat de realiteit daarmee ook verdwenen is. Dat is veel belangrijker dan hier een discussie te voeren over woorden. Ik ben ook geen woordenpolitie. Daar heb ik geen tijd voor.

De bevoegdheid gelijke kansen geeft duidelijk aan waar wij naartoe willen. Dat is heel duidelijk en gaat over iedereen: iemand die geweigerd wordt op de arbeidsmarkt, iemand die bedreigd wordt, iemand die collectief wordt weggezet als gevaarlijk of minderwaardig of als ongewenst wordt beschouwd wegens onder andere huidskleur, afkomst, geslacht, seksuele geaardheid, handicap, leeftijd, geloof, levensbeschouwing. Dat gaat niet over ideeën, noch over boeken, noch over geloofsregels. Het gaat erover dat sommigen gediscrimineerd worden en met haat worden geconfronteerd. Daar moet tegen worden opgetreden. De regering blinkt daarin sterk uit. Ons beleid is daar heel duidelijk over. Daar treden wij tegen op.

Dat is niet erop gericht om kritiek op religie te verbieden of om mensen te verplichten bepaalde woorden al dan niet te gebruiken, maar wel om ervoor te zorgen dat iedereen in ons land dezelfde rechten en dezelfde kansen heeft.

Dat is ook geen dubbele standaard. De standaard is heel eenvoudig: elke vorm van haat en

discriminatie wil ik bestrijden, tegen wie dan ook. Alleen lijkt u vooral moeite te hebben met de vormen van discriminatie die niet altijd in uw politieke kraam passen. Dat is uw volste recht.

Ik wil daar wel heel duidelijk op antwoorden. Dit antwoord maakt duidelijk dat het niet over woorden gaat, maar wel over daden. Daar kunt u mij op beoordelen, maar ik ga niet mee in een discussie over woorden en ik ben al zeker geen woordenpolitie.

11.03 Sam Van Rooy (VB): Mijnheer de minister, u discrimineert zelf. U gebruikt wel de term islamofobie, maar niet de termen christofobie, hindoefobie of atheïstofobie, alsof die niet zouden bestaan. Sterker nog, christofobie, hindoefobie en atheïstofobie zijn schering en inslag in onze samenleving, vanwege de islam. De regering wil dus het goede voorbeeld van Zweden niet volgen en schrapt de jihadistische strijdterm islamofobie niet. Integendeel, de Belgische regering gedraagt zich als een nuttige idioot van de islamitische jihad en islamiseert onze samenleving in feite. Besef goed wie u daarmee in de steek laat.

Ahmed Yetib, een Marokkaanse leraar in Charleroi die zich tot het christendom bekeerde, wordt overspoeld door islamitische haat en dreigementen. De onthoofde leraar Samuel Paty indachtig, vreest hij voor zijn veiligheid. U laat hem in de steek door de term islamofobie te blijven gebruiken. Dat is België anno 2026, ofwel Belgistan, zoals ik het noem. Het beleid van de regering om islamofobie te bestrijden, maakt dat alleen maar erger. Ex-moslims zijn in onze samenleving niet veilig.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

12 Question de Caroline Désir à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "La hausse des signalements de violences et discriminations envers les personnes LGBTI+" (56016395C)

12 Vraag van Caroline Désir aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "Het toenemende aantal meldingen over geweld tegen en discriminatie van lhbtj+'en" (56016395C)

12.01 Caroline Désir (PS): Monsieur le ministre, les chiffres publiés par Unia et par l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (IEFH) révèlent une augmentation préoccupante des violences et discriminations à l'égard des personnes LGBTI+.

En 2025, Unia a enregistré 311 signalements liés à l'orientation sexuelle, dont 50 % ont nécessité l'ouverture d'un dossier, soit un taux deux fois supérieur à la moyenne. Parmi les dossiers ouverts, 40 % concernent des actes de haine, notamment des coups et blessures ou des faits de harcèlement. Sur le plan judiciaire, Unia s'est constituée partie civile dans 10 dossiers de violences homophobes, et dans neuf cas sur 10, le mobile discriminatoire a été retenu comme circonstance aggravante.

De son côté, l'IEFH a recensé 94 signalements visant des personnes transgenres, non binaires et intersexes. L'Institut souligne une hausse de l'intolérance, largement alimentée par les discours négatifs dans les médias et sur les réseaux sociaux ainsi que par l'émergence de mouvements réactionnaires tels que le masculinisme, dont nous parlons tout à l'heure.

Face à ces constats, Unia et l'IEFH appellent à renforcer la prévention, la prise en charge des victimes, la réponse judiciaire ainsi que la formation des acteurs éducatifs.

Dès lors, monsieur le ministre, comment analysez-vous cette hausse des violences et discriminations homophobes et transphobes? Quelles actions comptez-vous mettre en œuvre pour les combattre? Quelles mesures sont prévues afin de lutter contre les discours de haine, notamment sur les réseaux sociaux, identifiés comme l'un des principaux vecteurs de l'intolérance?

Comment le gouvernement entend-il améliorer la prise en charge des victimes et soutenir plus spécifiquement les personnes transgenres, non binaires et intersexes particulièrement exposées? Enfin, envisagez-vous de renforcer la formation des acteurs éducatifs et institutionnels, comme le recommandent Unia et l'IEFH, afin de prévenir les violences et les discriminations?

12.02 Rob Beenders, ministre: Je partage pleinement votre inquiétude car la hausse des violences et

des discriminations homophobes et transphobes est très préoccupante. La lutte contre ces violences constitue une priorité de notre action. À cet égard, comme je l'ai déjà expliqué, le plan d'action interfédéral, a été adopté le 18 mai par l'ensemble des gouvernements du pays.

Par ailleurs, je lancerai en septembre le plan d'action fédéral. Celui-ci prévoit de nombreuses mesures concrètes, notamment en matière de prévention, d'aide aux victimes et de renforcement de la formation des professionnels aux enjeux liés aux personnes LGBTI+.

Les mesures fédérales que je présenterai au gouvernement dans le cadre de ce plan d'action viseront notamment à évaluer, actualiser et renforcer les formations destinées au personnel de la police et de la justice. Elles auront également pour objectif d'améliorer l'accompagnement des victimes, en leur garantissant une orientation adéquate ainsi qu'une meilleure prise en charge de leurs plaintes.

En 2026, j'agis concrètement à travers le déploiement de campagnes de sensibilisation destinées à lutter contre la cyber-haine, notamment la LGBTI+-phobie, et à encourager les victimes ainsi que les témoins à signaler ces faits auprès d'Unia et de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes. Une première campagne a déjà eu lieu et une deuxième campagne sera lancée en septembre.

Par ailleurs, dans le cadre du plan d'action interfédéral LGBTI+, nous prévoyons une collaboration étroite avec ma collègue Mme Matz en vue de préparer une politique plus structurelle sur ces questions.

12.03 **Caroline Désir** (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie. Plusieurs de mes questions d'aujourd'hui se rejoignent, bien qu'elles traitaient à chaque fois d'un aspect bien spécifique. C'est bien la preuve que mon groupe est très préoccupé par l'augmentation de toutes ces violences et discriminations, quelles que soient les victimes concernées.

À nouveau, je me réjouis d'entendre que vous avancez dans ce dossier, que le plan a déjà fait l'objet d'une première approbation au sein du gouvernement et que vous poursuivez le travail en vue de l'échéance de septembre. Par ailleurs, je salue le fait que des formations soient prévues, conformément aux recommandations formulées par l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes ainsi que par Unia. C'est absolument nécessaire. Soyez assuré que je continuerai à vous interpeller sur ce sujet.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

13 **Vraag van Sam Van Rooy aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Sociale fraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "De gelijkwaardigheid van en gelijke kansen voor vrouwen" (56016456C)**

13 **Question de Sam Van Rooy à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "L'égalité de traitement et des chances pour les femmes" (56016456C)**

13.01 **Sam Van Rooy** (VB): Mijnheer de minister, de VRT kopte enkele weken geleden: "Veilige looproutes voor Brusselse vrouwen gezocht. Sommigen durven enkel op de loopband." De vzw Run Her Way en de Brussels Girls Run Club hebben samen een enquête gelanceerd om de ervaringen van vrouwelijke lopers in Brussel te onderzoeken en zo veilige looproutes in kaart te brengen.

Het gaat over slechte of ontbrekende verlichting, maar ook om plekken waar het risico groot is dat vrouwen worden geconfronteerd met straatintimidatie, belaging, achtervolging of naroeven. Dit gaat over de gelijkwaardigheid van vrouwen, over gelijke kansen voor vrouwen en over de mogelijkheid om de openbare ruimte veilig en vrij te gebruiken zoals zij dat willen.

Mijnheer de minister, wat kunt en wilt u vanuit uw bevoegdheden ondernemen ten behoeve van die gelijke kansen en die gelijkwaardigheid, zodat vrouwen de openbare ruimte overal ten volle, veilig en in alle vrijheid kunnen gebruiken? Zult u ook kennisnemen van de bevindingen van de enquête van de vzw Run Her Way en de Brussels Girls Run Club? Hoe werkt u desgevallend samen met andere ministers om dat probleem van een gebrek aan gelijkwaardigheid en gelijke kansen in de openbare ruimte voor meisjes en vrouwen op te lossen?

13.02 **Minister Rob Beenders**: Mijnheer Van Rooy, vrouwen voelen zich in het algemeen minder veilig

dan mannen wanneer ze alleen gaan lopen. Dit verhaal situeert zich dus niet in Brussel alleen. Het gaat trouwens niet alleen om vrouwen, maar ook om andere groepen die zich onveilig kunnen voelen in het openbaar domein.

We zijn heel actief aan de slag rond het onveiligheidsgevoel van vrouwen. We proberen te begrijpen waarom ze zich onveilig voelen. Dat heeft met heel veel facetten te maken. Een eerste element is de natuur. Een vrouw voelt zich minder sterk dan een man en heeft daardoor het gevoel dat ze zich sneller moet kunnen verdedigen. Ook een gebrekkige verlichting van de publieke ruimte speelt een rol.

We hebben in verschillende studies veel signalen gelezen over de redenen waarom vrouwen zich onveilig voelen in de openbare ruimte. Dat vraagt om een heel geïntegreerde aanpak, van meer verlichting tot inzicht in de redenen waarom 40 % van de vrouwen met een wapen, van een suikerklontje tot smurfenspray, op straat komt.

Er moet aan tal van aspecten worden gewerkt om de gelijkheid tussen vrouwen en mannen in het openbaar domein te bevorderen. Daarin dragen we allemaal een verantwoordelijkheid. We hebben bijna alle centrumsteden bezocht, gesprekken gevoerd met de politie en de cijfers bekeken. Ook de lokale besturen kunnen een hele reeks maatregelen nemen.

We komen met een plan waarin we onze studie over de legalisering van pepperspray integreren. Ik heb het Instituut gevraagd om te onderzoeken of dat een antwoord kan zijn, zonder daarover nu al een uitspraak te doen. We willen vooral alle elementen zonder taboes meenemen in het debat om de veiligheid van vrouwen en andere doelgroepen in het openbaar domein te verhogen.

Ik vind het essentieel dat er ook een mentaliteitswijziging komt. Iedere man zal moeten toegeven dat er op café met mannelijke vrienden weleens uitspraken worden gedaan waarvan men het kwaad niet inziet. Men creëert onbewust een sfeer van ongelijkheid tussen vrouwen en mannen, maar mannen moeten er wel bij stilstaan of zulke uitspraken gepast zijn, omdat ze daarmee aan vrouwen een verkeerd signaal geven. In de publieke ruimte moeten mensen worden aangesproken wanneer ze zich niet gedragen zoals het hoort.

We komen dus met een breed pakket aan maatregelen om de gelijkheid tussen mannen en vrouwen ook in het openbaar domein te bevorderen. Voor mij is dit een verhaal zonder taboes, waarin we alle elementen moeten meenemen, ook de Brusselse studies, zoals we trouwens al doen.

Dit is echter geen geïsoleerd probleem dat alleen betrekking heeft op Brusselse wijken. Het onveiligheidsgevoel van vrouwen speelt in heel België en zelfs daarbuiten. We moeten daar allemaal samen aan werken.

13.03 Sam Van Rooy (VB): Mijnheer de minister, bedankt voor uw antwoord.

"Veilige looproutes voor Brusselse vrouwen worden gezocht. Sommigen durven enkel nog op de loopband lopen." "Van catcalling tot fysieke agressie, jogsters in Brussel kunnen nooit echt genieten van hun tocht. Dit wordt ook wel eens het rapepark genoemd."

De krantenkoppen liegen er niet om. Op steeds meer plekken in onze steden zijn vrouwen steeds minder veilig. In Antwerpen weet ik zeer goed welke plekken dat zijn, namelijk de straten en pleinen waar illegaliteit en islamisering de toon zetten.

Bijna vijftien jaar na de documentaire *Femme de la rue* van Sophie Peeters is het alleen maar erger geworden. Mijnheer de minister, zolang deze regering, uw regering, de ongecontroleerde massa-immigratie uit Afrika en het Midden-Oosten niet stopt, zal het voor meisjes en vrouwen op steeds meer plekken in ons land steeds onaangener en steeds onveiliger worden.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

La **présidente**: La question 56016562C de M. Bergers sera traitée par écrit.

14 Vraag van Meyrem Almaci aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "De evaluatie van het NAP 2021-2025 door het Nationaal Platform van het maatschappelijk middenveld" (56016601C)
14 Question de Meyrem Almaci à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "L'évaluation du PAN 2021-2025 par la Plateforme nationale de la société civile" (56016601C)

14.01 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): De uitvoering van het Nationaal Actieplan ter bestrijding van gendergerelateerd geweld van de vorige legislatuur betekende een belangrijke stap vooruit in de structurering van het beleid en de samenwerking tussen de bestuursniveaus en de betrokken actoren. Er werden verschillende belangrijke initiatieven genomen op het vlak van preventie, slachtofferbescherming en de beleidsmatige verankering van de strijd tegen gendergerelateerd geweld.

Tegelijk toont de eindrapportage van het Nationaal Platform van het Maatschappelijk Middenveld helaas aan dat hardnekkige structurele tekortkomingen de doeltreffendheid van het actieplan blijven afremmen. Het wijst onder meer op een onvolledige en ongelijke uitvoering van de maatregelen, een gebrek aan langetermijnplanning en opvolging, onvoldoende stabiele structurele financiering, een verzwakkende intersectionele aanpak, een onderbelichte rol voor preventie en onvoldoende erkenning van het maatschappelijk middenveld. De eindrapportage stelt dat er tussen 2021 en 2024 belangrijke vooruitgang werd geboekt, maar dat politieke veranderingen na de verkiezingen van 2024 bepaalde kwetsbaarheden hebben versterkt.

Dat is een straffe vaststelling. De problematiek van gendergerelateerd geweld is letterlijk van levensbelang en neemt toe. Dat merken we niet alleen bij ons, maar ook internationaal. Tegen de negatieve maatschappelijke evolutie die zich lijkt af te tekenen, moet echt een krachtige tegenbeweging ontstaan. Die evolutie moet worden gekeerd.

Hebt u de eindrapportage van het Nationaal Platform van het Maatschappelijk Middenveld over de uitvoering van het NAP 2021-2025 kunnen analyseren?

Hoe evalueert u de daarin gesignaleerde tekortkomingen en welke acties plant u naar aanleiding van dat rapport?

Hoe evalueert u de verzwakking en achteruitgang in bepaalde onderdelen van de uitvoering van het NAP, in het bijzonder op het vlak van intersectionaliteit?

Hoe staat u tegenover de aanbevelingen voor het nieuwe nationale actieplan? Welke aanbevelingen wilt u uitvoeren? Welke zult u overnemen en welke niet? Het zou fijn zijn als u daarop wat nader kunt ingaan.

Bent u bereid om van preventie een volwaardige prioriteit te maken in het nieuwe actieplan?

Wat is uw standpunt over de vraag om het betrokken maatschappelijk middenveld volwaardig te erkennen en voldoende structurele financiering toe te kennen om de uitvoering van het nieuwe actieplan op lange termijn te garanderen?

14.02 Minister Rob Beenders: Mevrouw Almaci, dank u wel voor uw correcte vraag. Het is jammer dat de heer Van Rooy niet blijft, want we bespreken nu net een thema waarbij de inhoud naar boven komt. Het toont ook de prioriteiten van sommige collega's.

Ik apprecieer uw vraag enorm. In het regeerakkoord zijn verschillende engagementen opgenomen om de slachtoffers van geweld te ondersteunen. Daarbij wordt vooral de holistische aanpak voortgezet. Het is absoluut noodzakelijk dat er aandacht is voor coördinatie, maar ook voor de afstemming van preventie, hulpverlening, politionele bijstand en vooral gerechtelijke afhandeling. Op dit moment werken we het Nationaal Actieplan in de strijd tegen gendergerelateerd geweld af. De evaluatie van het nationaal platform vormt daarvoor uiteraard een belangrijke basis.

Ook de evaluatie die door de leden van de interdepartementale groep zelf werd uitgevoerd, het rapport van de Group of Experts on Action against Violence against Women and Domestic Violence (GREVIO) en de verschillende internationale en nationale aanbevelingen die door het Instituut werden gebundeld,

nemen we uiteraard mee.

We beginnen niet vanaf nul met het nieuwe actieplan. We bouwen voort op de initiatieven die de voorbije jaren zijn ontwikkeld, waarbij bijvoorbeeld de zorgcentra na seksueel geweld internationale erkenning kregen.

We zijn ook het netwerk verder aan het uitbreiden. We versterken de toegankelijkheid en de optimalisering van de werking staat daarbij centraal.

Voorts stopt het niet met de goedkeuring van de feminicidewet, een belangrijke verwezenlijking van de vorige legislatuur waarmee grote stappen op het vlak van wetgeving werden gezet voor de erkenning, analyse en preventie van feminicides en gendergerelateerde dodingen. We moeten die ook uitvoeren. Met het nieuwe nationaal actieplan zullen we de uitvoering ervan verdiepen en coördineren.

De pioniersrol die we hiermee vervullen, zorgt wel voor enige vertraging. Kwaliteit primeert nu eenmaal absoluut op kwantiteit in het plan. De maatregelen die we zullen voorstellen, moeten realistisch zijn. De kast ligt vol met actieplannen met goede intenties. In dit verhaal willen we echter een haalbaar en realistisch actieplan waarvoor in budgetten en personeelsmiddelen is voorzien. Zo niet nemen we die maatregelen gewoon niet op, omdat het geen zin heeft om hier te vertellen wat we allemaal zullen doen om dan achteraf bij een evaluatie vast te moeten stellen dat niet alles is uitgevoerd. Daarom heb ik het woord realisme heel bewust toegevoegd. Dat zal ook de manier zijn waarop we het actieplan afronden en presenteren. Dat wil niet zeggen dat het niet ambitieus is.

We zullen ook beter evalueren of de maatregelen correct en kwaliteitsvol zijn uitgevoerd. Daarom zullen indicatoren aan het plan worden toegevoegd.

We zullen alle coördinerende ministers verzoeken om de maatregelen uit dat plan prioritair uit te voeren, met bijzondere aandacht voor kwetsbare groepen. Het nieuwe nationaal actieplan moet ook helpen goede maatregelen te versterken en versnipperde maatregelen te verbinden met performante elementen om indien nodig bij te kunnen sturen.

Gelet op het feit dat het platform een wettelijke taak heeft, krijgt het ook financiering. Het zal namelijk een belangrijke rol spelen in het monitoren en evalueren van het beleid inzake gendergerelateerd geweld. De samenwerking met het platform is bijzonder waardevol voor de ontwikkeling van het plan waaraan we nu werken. We hebben de vertegenwoordigers van het platform en het middenveld in maart al ontmoet om de resultaten van de rapporten en aanbevelingen te bespreken. Intussen werden zij ook geconsulteerd om advies te geven over de eerste prioriteiten van het actieplan. Die worden momenteel op interfederaal niveau besproken met alle betrokken kabinetten.

Het nieuwe actieplan wordt opgebouwd rond de vier pijlers van de Conventie van Istanbul: gecoördineerd beleid, preventie, bescherming en vervolging. Preventie vormt een belangrijk luik van het actieplan. Dat is voornamelijk een bevoegdheid van de deelstaten. De initiatieven uit hun regionale actieplannen mogen we daarom niet uit het oog verliezen, maar zullen we ook mee integreren. Op interfederaal niveau wil ik vooral inzetten op meer coördinatie en uitwisseling. Ik wil niet naast elkaar werken, maar met elkaar. Op het vlak van preventie, alsook op alle andere aspecten die in het nationaal actieplan zijn opgenomen, zal samenwerking cruciaal zijn. Dat is onze aanpak en ik hoop zo snel mogelijk met dat plan naar de commissie te kunnen komen.

14.03 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, het is een serieuze boterham. Het zou goed zijn om in de commissie een aparte toelichting te krijgen, dus niet louter in een beleidsnota, over de manier waarop u een en ander wenst te coördineren, en over de volledige aanpak. Dat is nu immers bijzonder moeilijk in enkele luttele minuten in een antwoord op een mondelinge vraag.

U blijft de principes van de Conventie van Istanbul hanteren en het maatschappelijk middenveld centraal stellen, hamert op onze pioniersrol en kiest bijgevolg voor kwaliteit en eerlijkheid. U noemt budget en personeel daarvoor belangrijk zijn en geeft aan ambitieus te zijn, maar dat u geen maatregelen zult opnemen waarvoor geen geld of personeel is, opdat er geen verkeerde verwachtingen worden gecreëerd. Dat siert u.

Tegelijkertijd voedt dat een beetje onze vrees. Immers, wanneer het eindrapport van het vorige

nationaal actieplan concludeert dat er stappen vooruit zijn gezet, maar dat de politieke veranderingen na de verkiezingen van 2024 de kwetsbaarheden hebben versterkt, dan hangt dat natuurlijk samen met de prioriteit die aan het thema wordt gegeven.

Zo is het gendergerelateerd geweld door de digitalisering geëxplodeerd, om nog maar te zwijgen van het feit dat vrouwen, mannen en kinderen vandaag soms zelfs niet weten dat ze slachtoffer werden. Denk maar aan de aankondigingen met veel bombarie— u zult daar als minister van Consumentenbescherming ongetwijfeld van op de hoogte zijn – dat sommigen nu brillen kunnen dragen die iemand filmen zonder dat men het weet, en aan dossiers waarin vrouwen urenlang werden achtervolgd, of waarin er fake filmpjes van hen in de seksuele sfeer werden gemaakt. Dan volstaat het begrip sextortion niet meer. Als er bovendien internationaal geheime groepen online worden gevormd die onderling informatie uitwisselen over hoe ze hun partner kunnen drogeren, misbruiken en zelfs uitleveren, dan is er toch meer nodig dan alleen preventie om dergelijke problemen op te lossen.

U argumenteert dat de regio's zich hierover moeten buigen. Ik ben het daarmee eens, maar ik vind dat de aanpak van gendergerelateerd geweld op alle fronten moet gebeuren. Dat moet worden aangepakt door de ministers van Economie en Digitalisering, door u als minister van Consumentenbescherming en door ook onze regionale ministers.

Er komt hier heel veel tegelijk op ons af en er is eigenlijk een *perfect storm* bezig. Als het Nationaal Platform van het maatschappelijk middenveld in die perfecte storm zit en bijvoorbeeld door onlineplatformen aan het lijntje wordt gehouden via deelname aan allerlei werkgroepen om vooral de platformalgoritmes niet aan te passen, dan is de realiteit dat het middenveld dus ongelooflijk zwaar wordt bevraagd en de mensen die op het terrein de zaken kunnen veranderen, eindeloos bezig worden gehouden zonder dat er veel verandert.

Mijn oproep is dus eigenlijk niet alleen om meer ambitie aan de dag te leggen, maar ook meer middelen en personeel in te zetten, want de problematiek is alleen maar gegroeid. Ik zal die oproep blijven herhalen en ik hoop dat we in onze commissie, vanuit het oogpunt van consumentenbescherming en van dat van gelijke kansen eens een aparte vergadering kunnen wijden aan de bestrijding van de epidemie van gendergerelateerd geweld online, epidemie die zich vervolgens naar onze straten vertaalt, al was het maar omdat men vandaag speciale brillen kan gebruiken om te filmen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

La **présidente**: La question n° 56016838C de Mme Schlitz est reportée.

15 Vraag van Nathalie Muylle aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "De cijfers over de zorgcentra na seksueel geweld" (56016905C)

15 Question de Nathalie Muylle à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "Les chiffres relatifs aux centres de prise en charge des violences sexuelles" (56016905C)

15.01 Nathalie Muylle (cd&v): Mijnheer de minister, u zult allicht weten dat ik een gezonde aandacht heb voor onze zorgcentra na seksueel geweld, om de bekende redenen. Ik heb daar al een paar keren met u over kunnen spreken, ook over het cijfermateriaal, over de evaluatie en over de verdere stappen die we ter zake kunnen zetten. Het doet nog pijn dat we recentelijk in Roeselare afscheid genomen hebben van de hoofdarts van het centrum daar.

Er waren stakeholders, professoren, mensen die dagelijks in het werkveld staan, die verwezen naar cijfers uit 2022. U weet dat een aantal centra pas geopend is na 2022. Uiteraard kent men in die centra de eigen cijfers en de eigen evolutie, maar een globaal overzicht is er niet, of heb ik niet.

U hebt in antwoord op een eerdere mondelinge vraag gewezen op een probleem dat zou bestaan tussen Sciensano en HealthData.be. U hebt toen gezegd dat het wellicht in het voorjaar van 2026 allemaal in orde komt. Mijn vraag is nu waar we vandaag staan. Ik weet dat het niet evident is te vragen naar cijfers. Ik verwacht van u ook niet dat u, als u die cijfers over de verschillende centra zou hebben, die hier allemaal zou voorlezen. Maar gelet op het feit dat er op mijn schriftelijke vraag geen antwoord

kwam, heb ik met het oog op het reces alsnog een mondelinge vraag gesteld om te zien waar we vandaag staan.

Het zou heel fijn zijn de evolutie te zien en te weten op welke manier het verder gaat. Men zegt overal, wanneer we erover spreken dat dit maar het topje van de ijsberg is. Hoe maken de cijfers de rest van de ijsberg zichtbaar, gespecificeerd naar leeftijd, naar ernst, naar opvolging? Loont de multidisciplinaire aanpak?

Dat soort dingen, en hoe het beleid ermee omgaat, is voor mij een bezorgdheid. Mijn vraag is dus waar we vandaag staan. Hebben we al meer zicht op de cijfers van 2023, 2024 en 2025, ook voor de nieuwe centra? Mocht dat zo zijn, kunt u al een eerste aantal conclusies trekken?

15.02 Minister **Rob Beenders**: Ik herinner me nog heel goed waar u zat toen we het hadden over die cijfers. Toen was de frustratie al heel groot. Vandaag is die alleen nog groter geworden, omdat we de belofte hadden gekregen dat het dataregistratiesysteem tegen het voorjaar onder controle gebracht zou worden. Ik vrees, helaas, dat alle pogingen die ondernomen zijn om alle obstakels weg te werken niet gelukt zijn.

Dat wil niet zeggen dat we geen cijfers hebben. Ik ga daar zo meteen verder over. Ik wil wel eerst uitleggen hoe het komt dat het registratiesysteem dat intussen op poten moest staan, niet werkt.

Het gaat immers niet alleen om de medische cijfers en de medische gegevens die worden verzameld. Het is dus niet gewoon een streepje trekken en klaar. Er moeten een vijftigtal variabelen worden geregistreerd, waaronder forensische, psychologische, juridische, sociale en criminologische gegevens. Op dat punt loopt het systeem vandaag vast.

Wat hebben we dan gedaan? We blijven uiteraard verder werken aan dat registratiesysteem, zodat het naar behoren functioneert. Tegelijk zijn we gestart met een parallel systeem om zo veel mogelijk gegevens te registreren. Dat gaat minder ver dan het zou moeten, maar het is wel cruciaal om de evolutie van de zorgcentra in kaart te brengen.

Daarom hebben we samen met de politiediensten registraties uitgevoerd en beschikken we vandaag over heel wat cijfers. We kunnen die cijfers ook bezorgen. In het algemeen kunnen we zeggen dat er in 2023 2.068 slachtoffers waren in alle zorgcentra, in 2024 waren er 2.449 en in 2025 2.484. Er is dus nog altijd een stijging. De stijging is wel minder groot, maar dat betekent absoluut niet dat het aantal slachtoffers daalt. Laat daarover geen misverstand bestaan. We bezorgen de cijfers die nu beschikbaar zijn. Voor het registratiesysteem durf ik echter geen timing meer voorop te stellen. Het moet gewoon werken en vandaag doet het dat niet.

Een duurzame oplossing voor die volledige dataset is echt cruciaal. Intussen hebben we met het parallel systeem al heel wat gegevens in kaart kunnen brengen, tot eind 2025. Die helpen ons ook echt om de werking van de zorgcentra verder te verbeteren. We zien bijvoorbeeld dat de zorgcentra de LGBTI+-gemeenschap moeilijk bereiken en dat die mensen de weg naar de centra niet vinden. Ik was dan ook blij dat het parket samen met de zorgcentra afgelopen zondag aanwezig was op de Pride in Hasselt. Op basis van de beschikbare gegevens hadden ze immers vastgesteld dat ze zich daar nadrukkelijk moesten tonen. Die gegevens zijn dus cruciaal om verdere stappen te zetten in de zorgcentra.

Mijn oprechte excuses omdat we de belofte die we in het voorjaar hebben gedaan, niet zijn nagekomen. We bezorgen nu alle cijfers waarover we beschikken. Voortaan zullen die via een parallel systeem worden bijgehouden en niet via het oorspronkelijk voorziene registratiesysteem.

15.03 **Nathalie Muylle** (cd&v): Moet ik om de cijfers te krijgen nog een schriftelijke vraag indienen, of worden die automatisch bezorgd?

15.04 Minister **Rob Beenders**: (...)

15.05 **Nathalie Muylle** (cd&v): Dat is heel fijn. Dank u wel.

Het is natuurlijk heel jammer. Ik denk wel dat het goed is dat u dat initiatief hebt genomen. Mocht u dat niet hebben gedaan, dan zou mijn voorstel geweest zijn om via een parallel systeem toch een aantal

gegevens te verzamelen. Het is positief dat u dat al hebt opgezet.

Het blijft natuurlijk cruciaal. U zegt vandaag dat bepaalde groepen de weg niet vinden. We zien bijvoorbeeld ook dat bepaalde regio's in sommige provincies minder goed bereikt worden. Daarnaast horen we vanuit de zorgcentra dat er grote verschillen bestaan in de manier waarop mensen een zorgcentrum bereiken.

Sommige centra zijn heel sterk gericht op doorverwijzing door de politie, terwijl bij andere centra veel meer mensen spontaan aankloppen. De centra die al langer actief zijn, genieten meer bekendheid en krijgen daardoor ook meer spontane meldingen.

Dat zijn allemaal cijfers en gegevens die moeten worden opgevolgd. Hoeveel mensen dienen een klacht in, wat gebeurt er nadien en welke psychologische opvolging krijgen ze? U hebt dat heel goed gezegd. De parameters en variabelen zijn zeer uiteenlopend. Daarom moeten we nagaan welke lessen we daaruit kunnen trekken.

Ik zal aan uw mouw blijven trekken. Ik denk niet dat u dat erg vindt. Ik zal de cijfers achteraf zeker bekijken en hier in het najaar, na de vakantie, op terugkomen, ook met een aantal andere bezorgdheden.

Niet alleen wij beiden, maar heel veel mensen hebben de ambitie om dit ongelooflijk sterke verhaal verder uit te bouwen. Internationaal scoren we goed, dankzij de inzet van heel veel mensen. We zijn op dat vlak vrij uniek en vormen een model voor velen. Het zou goed zijn mochten we dit systeem steeds verder kunnen verbeteren. Data zijn daarbij cruciaal. Ik blijf dus aan uw mouw trekken. Beschouw dat niet als 'stalking', maar als een gezonde interesse en vooral als bezorgdheid om samen vooruitgang te boeken.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De **voorzitter**: Vraag nr. 56016991C van mevrouw Irina De Knop wordt schriftelijk behandeld.

16 Vraag van Meyrem Almaci aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "Het onder druk staan van de antiracismewet" (56017217C)

16 Question de Meyrem Almaci à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "La loi contre le racisme sous pression" (56017217C)

16.01 **Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, het onderwerp van deze vraag ligt in de lijn van het vorige thema. We stellen immers een enorme *pushback* vast met betrekking tot de verworven rechten van onder andere mensen met een andere etnisch-culturele achtergrond. De voorbije week werd het debat over de antiracismewet opnieuw op scherp gesteld en stevig uitgedaagd. Naar aanleiding van de veroordeling van Dries Van Langenhove is er vanuit de N-VA met name de vraag gesteld om de wet aan te passen en het aanzetten tot haat uit de tekst te halen of sterk te beperken. Concreet gaat het om het voorstel om aanzetten tot haat alleen nog strafbaar te maken wanneer er ook sprake is van een oproep tot geweld of van gewelddadig gedrag dat de openbare orde dreigt te verstoren.

Het lijkt misschien een simpele technische juridische aanpassing, maar in werkelijkheid zou dat de bescherming tegen racistische haatspraak ernstig verzwakken.

Ik wou dat het niet zo was, maar ik spreek als ervaringsdeskundige. Ik heb dagelijkse microagressies meegemaakt in mijn leven en maakt die op sociale media nog altijd mee, waarbij voortdurende belaging een onderdeel is. Ook omgekeerd, als men ziet welke haatspraak er van jihadistische extremisten komt, zelfs zonder oproep tot geweld, kan men zich afvragen of men met het voorstel niet op een lichtzinnige manier een reëel probleem, dat het leven van mensen echt traumatiseert, ernstig minimaliseert tot ontkent. Racistische haatspraak wordt immers niet pas schadelijk wanneer iemand letterlijk tot geweld oproept, maar kan de aanleiding zijn voor anderen om tot geweld over te gaan. Ze ontmenselijkt mensen en groepen, intimideert en zet mensen ertoe aan zich uit het publieke debat terug te trekken.

Kijk maar naar wat er allemaal op X gebeurt. Bovendien brengt racistische haatspraak de waardigheid, veiligheid en participatie van minderheden ernstig in het gedrang.

Ook juridisch is het voorstel problematisch. Professor-emeritus Dirk Voorhoof waarschuwt in zijn advies aan de Kamercommissie voor Justitie dat het beperken van de strafbaarstelling tot haat die verbonden is met geweld of gewelddadig gedrag, strijdig dreigt te zijn met de internationale verdragsverplichtingen en de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens. Het hof erkent ook dat aanzetten tot haat een afzonderlijke categorie is en dat haatspraak ook zonder expliciete oproep tot geweld de rechten van anderen en de fundamenteën van een democratische samenleving kan aantasten.

Het speelt bovendien in een bredere context. Net zoals daarnet rond gendergerelateerd geweld zien we ook hier een nieuwe golf waarbij haatspraak in Europa wordt genormaliseerd.

Tegelijk wachten we in ons land al 25 jaar op een volwaardig interfederaal actieplan tegen racisme. Zullen we daarmee verder wachten en een van de juridische beschermingsinstrumenten tegen racistische haatspraak, nog vóór dat actieplan er is, verzwakken? Die vraag rijst naar aanleiding van de voorstellen van de N-VA.

Hoe evalueert u de voorstellen van uw coalitiepartner om het aanzetten tot haat uit de antiracismewet te halen of sterk te beperken? Hoe staat u daartegenover?

Deelt u mijn bezorgdheid dat zo'n aanpassing de bescherming van minderheden tegen racistische haatspraak ernstig zou verzwakken? Hoe verhoudt het N-VA-voorstel zich tot de internationale verplichtingen van België en tot de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens?

Waar staat de regering vandaag met de uitwerking van een volwaardig interfederaal actieplan tegen racisme? Kunt u garanderen dat de regering de bestaande antiracismewetgeving zal behouden en handhaven?

16.02 Minister **Rob Beenders**: Ik verzet mij heel duidelijk tegen de voorgestelde beperking van de strafbaarstelling van het aanzetten tot haat. Ik vind het absoluut belangrijk dat er een doeltreffend wettelijk kader ter bestrijding van discriminatie en haatspraak is. De huidige wetgeving beoogt een evenwicht te verzekeren tussen een doeltreffende bescherming tegen haatspraak en discriminatie enerzijds en de eerbiediging van de grondrechten, waaronder de vrijheid van meningsuiting, anderzijds.

De beperking die door sommigen wordt voorgesteld, zou de bescherming tegen haatspraak aanzienlijk verzwakken en het evenwicht tussen de vrijheid van meningsuiting en de bescherming tegen discriminatie ondergraven. Bovendien zou die beperking niet aansluiten bij de Europese en internationale minimumnormen, die het aanzetten tot haat als een afzonderlijke strafbaarstelling beschouwen, ook wanneer niet rechtstreeks tot gewelddadig gedrag wordt aangezet.

Ik werk op dit moment actief aan de uitwerking van het interfederaal actieplan tegen racisme. Het doel is om dat in september 2026 klaar te hebben. Op dit moment verloopt alles volgens planning.

Als minister blijf ik mij verder engageren voor een effectieve handhaving van de antiracismewetgeving en voor een krachtig beleid met een actieplan tegen racisme en discriminatie, dat voor het eerst in 25 jaar interfederaal zal worden afgeklopt.

16.03 **Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, ik was nogal onthutst door de vraag van de grootste Vlaamse coalitiepartner in de regering om de wet aan te passen, en dat naar aanleiding van de meer dan terechte veroordeling van iemand die met zijn Schild & Vrienden individuele mensen en hele groepen op een onthutsende manier heeft belaagd en getarget. Dat is *adding insult to injury, il faut le faire*.

Elke wetenschappelijke analyse toont duidelijk hoe traumatiserend dagelijks racisme en microagressies zijn voor mensen. Racismegerelateerd trauma bestaat en wordt zelfs intergenerationeel doorgegeven. Vanuit dat oogpunt ben ik erg blij met uw duidelijke verklaring het niet eens te zijn met de voorstellen om het aanzetten tot haat uit de antiracismewet te halen. U noemt dat ook niet conform onze internationale verplichtingen en de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens,

omdat het een verzwakking zou zijn. Ik ben dus blij dat u op mijn drie eerste vragen bevestigend hebt geantwoord en dat er in december 2026 een volwaardig actieplan zal komen. Ik kijk daar naar uit en ik hoop dat racisme gerelateerd trauma daarin een plaats zal krijgen. Ik verwijs naar de boeken van Birsan Taspinar en de grootschalige studies van de American Psychological Association die de robuuste causale link tussen ervaringen met racisme en symptomen van posttraumatische stress hebben aangetoond. Daarover bestaat echt een brede wetenschappelijke consensus. In de golf die vandaag door Europa gaat, is het belangrijk dat we vanuit die wetenschappelijke analyses de realiteit erkennen en er op de juiste manier op antwoorden. Dat betekent niet dat we de bescherming verzwakken, maar dat we mensen, op basis van die wetenschappelijke inzichten, beter beschermen dan vandaag het geval is.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

17 Questions jointes de

- **Caroline Désir à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances)** sur "La hausse alarmante des discriminations de genre et des violences sexuelles numériques" (56017422C)

- **Irina De Knop à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances)** sur "La hausse du nombre de signalements auprès de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes" (56017424C)

17 Samengevoegde vragen van

- **Caroline Désir aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Sociale fraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen)** over "De alarmerende toename van het aantal gevallen van genderdiscriminatie en digitaal seksueel geweld" (56017422C)

- **Irina De Knop aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Sociale fraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen)** over "De stijging van het aantal meldingen bij het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen" (56017424C)

17.01 **Caroline Désir (PS):** Monsieur le ministre, le rapport annuel 2025 de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes révèle une autre situation particulièrement préoccupante: plus 53 % de signalements en un an, avec une explosion des discours misogynes, 520 signalements contre 135 en 2024. L'Institut rappelle que ces chiffres ne reflètent qu'une partie de la réalité, une grande proportion des faits n'étant jamais déclarés.

Le monde du travail reste la première sphère de discrimination: 68 % des signalements concernent des femmes et un sur deux est lié à la maternité au sens large. Cela comprend grossesse, allaitement, adoption et responsabilité familiale. Le rapport souligne également que les femmes sont plus nombreuses à signaler des comportements haineux et qu'elles adoptent des stratégies d'évitement, voire se retirent de l'espace public pour se protéger.

Les violences sexuelles numériques connaissent elles aussi une hausse de 32 %. Les enquêtes de la RTBF et de la VRT ont mis en lumière l'existence d'au moins 20 plateformes où des hommes belges diffusent des images intimes de leurs compagnes sans consentement. Les victimes dénoncent un manque de réaction des autorités, tandis que les experts pointent un manque de moyens, l'absence de formation adéquate et le retard de la Belgique dans la mise en œuvre du Digital Service Act, pourtant essentiel pour responsabiliser les plateformes.

Monsieur le ministre, comment analysez-vous cette hausse des signalements? Quelles actions entendez-vous mener pour prévenir et combattre la discrimination liée à la maternité? Comment comptez-vous renforcer la prise en charge des victimes de violences sexuelles numériques dans le cadre de vos compétences, notamment en matière de prévention, d'accompagnement et de coopération interfédérale? Enfin, quelles initiatives envisagez-vous pour contrer la banalisation des discours misogynes?

17.02 **Minister Rob Beenders:** De cijfers die u onder de aandacht brengt, tonen aan dat er een permanente nood is aan voortdurende inspanningen in de strijd tegen gendergerelateerd geweld en discriminatie.

De stijging van de cijfers is gedeeltelijk te verklaren door een eenmalige gebeurtenis, namelijk bijna

400 meldingen die verband hielden met één specifiek mediagebeuren. Dat is uiteraard niet de enige verklaring voor die stijging. De samenleving is zich gelukkig steeds meer bewust van seksuele intimidatie, seksistische uitlatingen en de verspreiding van seksueel getinte beelden zonder toestemming. Ook heeft het Instituut de voorbije jaren aan bekendheid gewonnen. Al die elementen samen verklaren de stijging.

Het is wel belangrijk voor ogen te houden dat die cijfers slechts een deel van de werkelijkheid weerspiegelen, omdat tal van studies aantonen dat een groot deel van de feiten van discriminatie nooit worden gemeld.

Les discriminations liées à la maternité et aux responsabilités familiales restent un problème structurel majeur, notamment sur notre marché du travail. Il est essentiel que les travailleuses connaissent leurs droits et que les employeurs respectent pleinement la législation. Je poursuivrai donc mes efforts en faveur d'un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée, car il s'agit d'un levier essentiel pour renforcer l'égalité entre les femmes et les hommes au travail.

Les régimes de congés jouent à cet égard un rôle central. Dans le cadre de la réforme des congés familiaux, je veillerai, avec mes collègues compétents pour l'Emploi et les Affaires sociales, à ce qu'elle contribue à une répartition plus équilibrée des responsabilités familiales entre les femmes et les hommes.

Een betere werk-privébalans vraagt niet alleen doordachte beleidsmaatregelen, maar ook een sterk juridisch kader. Het criterium gezinsverantwoordelijke versterkt de bescherming tegen discriminatie, in het bijzonder op de arbeidsmarkt. De boodschap is duidelijk: gezinsverantwoordelikheden mogen nooit een rechtvaardiging vormen voor een nadelige behandeling.

17.03 Caroline Désir (PS): Merci, monsieur le ministre. Oui, nous devons faire de la lutte contre la misogynie une priorité. Cela fait beaucoup effectivement – je vous ai posé de nombreuses questions sur les hausses des discriminations à l'égard de toute une série de publics. Depuis quelques années, on a l'impression que l'égalité entre les hommes et les femmes progresse. Or on sent aujourd'hui un net recul dans les discours, avec des agressions verbales, numériques, sur le lieu de travail, etc. Il est donc temps qu'on se réveille et qu'on réagisse. Autrement, cela augure des années compliquées pour les jeunes générations en termes d'égalité et de droits des femmes.

Monsieur ministre, nous comptons donc sur vous pour mener à bien tous ces plans d'action et toutes ces études que vous nous avez annoncés pour les prochains mois. Je crois que nous devons prendre ces thématiques particulièrement au sérieux – c'est en tout cas ce que vous suggère mon groupe.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

La **présidente**: La question n° 56016838C de Mme Sarah Schlitz est reportée.

18 Vraag van Els Van Hoof aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "De toenemende druk van antigenderbewegingen" (56016203C)

18 Question de Els Van Hoof à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "La pression croissante des mouvements antigenres" (56016203C)

18.01 Els Van Hoof (cd&v): Mijnheer de minister, ik weet niet in welke mate deze vraag al werd beantwoord, aangezien ze toch al enige tijd geleden werd ingediend. Misschien hebt u er al op geantwoord naar aanleiding van een vraag van een ander parlementslid, maar ik zal ze toch stellen, omdat ik er veel belang aan hecht.

Tijdens de 70^{ste} zitting van de Commissie voor de Status van de Vrouw van de Verenigde Naties was het heel duidelijk dat antigenderstandpunten internationaal terrein winnen. Dat baart mij en velen zorgen.

Hoewel de VS zich tijdens de onderhandelingen aanvankelijk afzijdig hielden, namen ze op cruciale

momenten toch uitgesproken antigenderstandpunten in. Ze dienden een resolutie in om het begrip gender te herdefiniëren en af te zwakken tot een verwijzing naar mannen en vrouwen op basis van het biologische geslacht. Daarbij werd de interpretatie van het begrip gender, zoals het werd vastgelegd in het Actieplatform van Peking, bewust verdraaid. Dankzij een Belgische *no action motion* kon de Amerikaanse poging uiteindelijk worden afgeblokt.

Dat illustreert opnieuw hoe de VS bereid zijn zich op multilateraal vlak te mengen om antigenderstandpunten te verspreiden. We hebben daarbij inderdaad een sterke rol gespeeld binnen de Europese Unie in het kader van die *motion*. Op die manier blijven we als België consequent vrouwenrechten en gendergelijkheid verdedigen.

Ook in ons eigen land zien we dat conservatieve genderopvattingen toenemen. Wanneer het regent in de VS, zal het ook wel eens druppelen in België en Europa. Dat werd eveneens aangetoond in een recente studie van de KU Leuven, waaruit blijkt dat zes op de tien jonge mannen vinden dat er slechts twee geslachten zijn. Online subculturen op sociale media en bepaalde influencers spelen daarbij een belangrijke rol. Daarover hebben we het al gehad.

Ik kom bij mijn vragen. Welke concrete inspanningen levert u om op internationale fora gendergelijkheid en vrouwenrechten te blijven promoten en deze tendens tegen te gaan? Welke maatregelen neemt u binnen uw bevoegdheden om de groeiende antigenderstandpunten in eigen land tegen te gaan?

18.02 Minister **Rob Beenders**: Ook al vond de conferentie al enige tijd geleden plaats, het thema moet op de agenda blijven. Het is dus goed dat de vraag wordt gesteld. Ik was zelf ook aanwezig in New York tijdens de 70^{ste} Commission on the Status of Women in maart. Daar hing inderdaad een heel bizarre sfeer op het moment dat de Verenigde Staten plots een heel duidelijke positie innamen, terwijl tijdens de onderhandelingen toch bleek dat er een akkoord was. Ik denk zelfs dat het de eerste keer was dat er geen unanieme eindstemming was. Dat geeft toch wel aan dat er iets aan het veranderen is.

Positieve mensen zeggen: oké, het is maar één land dat zich negatief heeft uitgesproken over die tekst. Ik ben daar toch iets sceptischer over. Het zijn immers wel de Verenigde Staten die zich zo positioneren en dat zet wel een toon. Ik denk dat vooral het unanieme karakter dat rond die Commission on the Status of Women heerste nu zwaar onder druk staat.

We hebben daar ook over gepraat met Alexander De Croo, die in zijn nieuwe positie eveneens een belangrijke rol speelt in dit verhaal. België heeft inderdaad een heel belangrijke rol gespeeld en dat is in dit verhaal ook gelukt. Ik weet alleen niet of dat zal blijven lukken, omdat ik het gevoel heb dat de druk zo sterk toeneemt. Verworven rechten die altijd evident leken, staan nu ongelooflijk onder druk.

Men voelt die sfeer binnensluipen in Europa en absoluut ook in België. Daarom is het belangrijk dat we binnen de regering onze positie nog eens hebben verduidelijkt, zodat ook de minister van Buitenlandse Zaken in al zijn contacten onze positie kan verdedigen. Die is heel duidelijk: België moet samen met gelijkgezinde landen een tegenwicht blijven vormen en blijven strijden voor de rechten van vrouwen en meisjes overal ter wereld. We hebben dat ook bevestigd in de beleidsnota en we zullen die voorttrekkersrol in Europa blijven opnemen waar we kunnen.

Dat standpunt over de bevordering van gendergelijkheid vertaalt zich ook in een duidelijke lijn in alle onderhandelingen die de minister van Buitenlandse Zaken voert. We hechten dus veel belang aan gendergelijkheid, aan het behoud van de rechten en aan de verworvenheden in de teksten zoals die van het Actieplatform van Peking.

België heeft zich in 2024 en 2025 geëngageerd voor de werkzaamheden van de Raad van Europa met het oog op de ontwikkeling van positieve verhalen in de context van de antigenderbewegingen.

Het zal ook de verbintenissen ondersteunen die in de EU-strategie voor gendergelijkheid 2026-2030 zijn opgenomen, gelet op de bedreigingen die de bewegingen voor de democratische ruimte vormen.

Op nationaal niveau is de strijd tegen genderstereotypen ook een prioriteit in ons beleid. Daarom heb ik het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen de opdracht gegeven om in 2026 een studie te starten om de sfeer op het Belgische grondgebied te meten, met name bij jonge mannen en

adolescenten. Om de desinformatie van antigenderbewegingen tegen te gaan, is het volgens mij ook belangrijk om een communicatie te ontwikkelen die gebaseerd is op feitelijke gegevens. Ik verbind mij ertoe om dat te doen en ook te bevorderen.

Tot slot steun ik het volledige maatschappelijke middenveld, dat dezelfde ambities heeft als de regering, in de strijd. Ik wil ook absoluut alle mogelijke synergieën met hen creëren om de megafoon tegen die pushback nog luider te laten klinken. We moeten dat op alle fronten blijven doen, want woorden zijn in dit debat van het grootste belang.

18.03 Els Van Hoof (cd&v): Dank u wel, mijnheer de minister, ook voor de toelichting over de context waarin dat gebeurd is. U had het over de sfeer die er hing en het feit dat er inderdaad voor het eerst niet unaniem werd gestemd. Dat is veelzeggend. Ik ben een oud-strijdster, zoals u weet. Ik heb destijds nog deelgenomen aan het Peking Actieplatform. In de jaren '90 gingen de zaken nog vooruit, maar sinds de jaren 2000 konden we geen wereldconferentie over vrouwen meer organiseren, omdat het extremisme en het rechtse discours waren toegenomen. Daardoor kon er geen vooruitgang met het actieplatform meer worden geboekt, terwijl dat de decennia wel kon.

Dat is eigenlijk het dramatische van de hele zaak. Het verbetert niet, maar verslechtert integendeel nog. Gezien die evolutie en het feit dat we nu terechtkomen in een antigendersfeer, moeten we daar inderdaad acties tegenover zetten. Het is een goede zaak dat we die voortrekkersrol blijven spelen.

We moeten ook bekijken of we geen nieuwe instrumenten nodig hebben. Ik heb destijds gepleit voor een speciale gezant voor gender, ook voor België, zodat we die rol permanent en overal kunnen blijven spelen. Heel wat Europese landen, ik denk bijna 20, hebben zo'n speciale gezant voor gender. We hebben er al voor de Grote Meren, voor het klimaat enzovoort.

Gender ligt blijkbaar heel gevoelig binnen het departement Buitenlandse Zaken, maar op een bepaald moment zullen we toch alerter moeten schakelen, want het probleem neemt toe. Dan vraag ik mij af wat we nu nog kunnen doen om dat tegen te houden. Ik twijfel er niet aan dat u de juiste ingesteldheid hebt, maar ik zie de situatie gewoon verslechteren.

De oorzaak ligt niet bij België, maar we moeten wel een dam opwerpen en daar gezamenlijk over nadenken, zowel in België als met andere Europese landen. Hoe zorgen we ervoor dat die antigenderstandpunten niet de bovenhand krijgen? Dat is nu nog niet het geval, maar ik maak mij zorgen gezien de evolutie die ik heb vastgesteld. Dat is de oproep die ik doe. Een studie is goed, maar het is weer een studie. De manosphere zal wel bestaan. We moeten nu bekijken welke instrumenten we kunnen inzetten, ook via sociale media, zodat er tegenreacties komen en jongeren een ander beeld krijgen dan wat vandaag wordt verspreid. Anders maak ik mij zorgen dat de situatie nog verder achteruit zal gaan.

Ik zeg niet dat ik de oplossing heb, maar er moet heel grondig worden nagedacht over wat we bijkomend kunnen doen en hoe we onze pioniersrol ten aanzien van andere Europese landen kunnen spelen. Ik moedig u daartoe aan, omdat ik ervan overtuigd ben dat u daarvoor de juiste ingesteldheid hebt.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

*La réunion publique de commission est levée à 12 h 18.
De openbare commissievergadering wordt gesloten om 12.18 uur.*

Schriftelijk behandelde mondelinge vragen

Questions orales traitées par écrit

*De antwoorden werden door de minister van Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen bezorgd.
Les réponses ont été fournies par le ministre de la Protection des consommateurs, de la Lutte contre*

la fraude sociale, des Personnes handicapées et de l'Égalité des chances.

19 **Vraag van Jeroen Bergers aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "Het onderzoek naar pepperspray" (56016562C)**

19 **Question de Jeroen Bergers à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "L'étude sur le spray au poivre" (56016562C)**

Geachte minister,

U kondigde in september 2025 aan dat u de mogelijke legalisering van pepperspray en de zogenoemde 'smurfenspray' als een optie ziet. U uitte toen in De Afspraak de wil om zo'n legalisering laten onderzoeken.

Het onveiligheidsgevoel is dan ook groot: 1 op de 3 vrouwen voelt zich vaak onveilig in de publieke ruimte, en het aantal misdrijven tegen de fysieke integriteit stijgt jaar na jaar.

Naast pepperspray zou ook de zogenoemde 'smurfenspray' in aanmerking kunnen komen. Pepperspray is reeds onder bepaalde voorwaarden legaal in tal van landen: Frankrijk, Spanje, Portugal, Polen, Tsjechië. Smurfenspray is in Nederland al legaal.

De N-VA ziet de legalisering van pepperspray als een extra middel dat aan de burger wordt verleend om zich weerbaar op te stellen in de publieke ruimte. We zullen ons daarom steeds constructief opstellen.

Vandaar volgende vragen

- 1. Wat is de stand van zaken van deze studie?*
- 2. Wanneer verwacht u dat deze studie wordt opgeleverd?*
- 3. Hebt u al een zicht op enkele vaststellingen of resultaten?*

Antwoord - Réponse:

Geachte heer Volksvertegenwoordiger,

Vragen 1 en 2:

Vrouwen voelen zich vaak onveilig in de openbare ruimte en passen hun gedrag daaraan aan. Niet alleen hun bewegingsvrijheid wordt hierdoor beperkt, ook hun volwaardige deelname aan het publieke leven komt zo onder druk te staan. . Onlangs had ik nog de kans om een weerbaarheidstraining voor vrouwen mee te volgen in Hasselt door Pioen vzw, die een enorme indruk naliet. Wat me keer op keer opvalt is hoe evident het voor vele vrouwen is dat ze op hun hoede moeten zijn wanneer ze op stap gaan.

Laat mij benadrukken: iedereen heeft het recht zichzelf vrij en veilig te voelen, ongeacht wie ze zijn. Een samenleving waar vrouwen, maar ook bv LGBTI+ personen zich moeten aanpassen om veilig te zijn, is geen gelijkwaardige samenleving.

Om te zoeken naar manieren om vrouwen hierin te ondersteunen en een aangepast beleid te ontwikkelen wil ik verschillende mogelijke pistes onderzoeken.

In die context gaf ik het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen de opdracht om een analyse te maken van de wenselijkheid, impact en effecten van een mogelijke legalisering van het bezit en gebruik van pepperspray door vrouwen. Om een volledige analyse mogelijk te maken, heb ik ook een bijkomend advies gevraagd aan het Vlaams Vredesinstituut rond de legalisering van pepperspray. Het Vredesinstituut beschikt over erkende expertise inzake wapenwetgeving, wapenvergunningen en de maatschappelijke impact van wapens en wapengeweld.

De analyse van het Instituut wordt momenteel afgerond en wordt na de zomer verwacht.

Deze zal, naast een contextualisering, informatie bevatten over de mogelijke risico's van pepperspray wat betreft gezondheid, gebruik en handhaving. Er zal ook worden gekeken naar de ervaringen van

andere Europese landen. Daarna worden de juridische implicaties en de haalbaarheid van een doelgroepgerichte legalisering geanalyseerd. Om ook de ervaringen vanuit het terrein mee te nemen bevat de analyse vervolgens een overzicht van de belangrijkste reflecties van stakeholders (politie, middenveld en lokale besturen). Tot slot zal de analyse ook een aantal alternatieve strategieën en aanbevelingen voorstellen.

Ik zal beide adviezen samen bestuderen om tot gepaste beleidsacties te komen. Ik zal u met plezier ten gepaste tijde meer gedetailleerde toelichting geven over de bevindingen van het Instituut.

Wat ik echter al duidelijk kan stellen is dat één beleidsactie niet zal volstaan om de veiligheid van vrouwen en meisjes in de publieke ruimte te verbeteren. Pepperspray kan een deel van de discussie zijn, maar het zal nooit dé oplossing zijn. Het vereist een brede aanpak op verschillende fronten, van preventie tot mentaliteitsverandering, van inrichting van de publieke ruimte tot aanpak door de politie en ondersteuning van slachtoffers. Het afgelopen jaar heb ik verschillende steden bezocht om met hen in dialoog te gaan over dit thema. Ook organiseerde ik een inspiratienamiddag die verschillende stakeholders samenbracht. Ik wil ook extra aandacht hebben voor de rol van jongens en mannen. Ook zij hebben een verantwoordelijkheid en moeten zich meer uitspreken wanneer ze gedrag zien dat onaanvaardbaar is. Want iedereen heeft baat bij een veiligere samenleving.

Momenteel werk ik hard aan de voorbereiding van een nieuw nationaal actieplan gender gerelateerd geweld voor 2026-2030. Het is voor mij prioritair dat de aanpak van veiligheid in de publieke ruimte hierin een belangrijke plaats krijgt.

[20] Vraag van Irina De Knop aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "Het jaarverslag 2025 van het Federaal Instituut voor de Rechten van de Mens" (56016991C)

[20] Question de Irina De Knop à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "Le rapport annuel 2025 de l'Institut Fédéral des Droits Humains" (56016991C)

Het Federaal Instituut voor de Rechten van de Mens publiceerde zijn jaarverslag 2025. Daarin wordt onder meer gewezen op de nood aan betere impactanalyses bij grote sociaal-economische hervormingen, met bijzondere aandacht voor kwetsbare groepen, gender en cumulatieve effecten van verschillende maatregelen.

Die aandacht is terecht. Grote hervormingen in werk, sociale zekerheid of gezondheidszorg kunnen verschillende groepen anders raken. Tegelijk mogen mensenrechtenanalyses geen instrument worden om elke hervorming bij voorbaat onmogelijk te maken. Een overheid moet kunnen hervormen, zeker wanneer systemen financieel onder druk staan of wanneer mensen onnodig aan de kant blijven staan.

Het FIRM wijst ook op de beperkingen van zijn huidige federale mandaat en pleit opnieuw voor interfederalisering, zodat mensenrechtenbescherming coherenter kan gebeuren over de bestuursniveaus heen.

Daarom heb ik volgende vragen:

- 1. Hoe evalueert u de aanbeveling van het FIRM om bij grote hervormingen systematisch rekening te houden met de impact op kwetsbare groepen en gender?*
- 2. Op welke manier wordt vandaag binnen de federale regering bewaakt dat maatregelen niet onbedoeld bepaalde groepen onevenredig treffen?*
- 3. Acht u de huidige impactanalyses voldoende concreet, meetbaar en bruikbaar voor het parlementair debat?*
- 4. Hoe vermijdt u dat mensenrechtenargumenten worden gebruikt om noodzakelijke hervormingen te blokkeren, in plaats van ze beter en evenwichtiger te maken?*
- 5. Hoe staat u tegenover de vraag van het FIRM om zijn mandaat te versterken en eventueel te interfederaliseren?*
- 6. Hoe ziet u uw rol in de coördinatie tussen de verschillende mensenrechteninstellingen in België?*
- 7. Bent u bereid om bij grote hervormingen een duidelijker overzicht te geven van de verwachte impact op kwetsbare groepen, zonder de beleidsvrijheid van regering en parlement uit te hollen?*

Antwoord - Réponse:

Mevrouw de Volksvertegenwoordiger,

Een doeltreffend beleid is gebaseerd op objectieve gegevens. Ik ben dan ook voorstander van een grondige effectbeoordeling voor elke ingrijpende sociaal-economische hervorming.

De impactanalyse van regelgeving (AIR) vormt een waardevol hulpmiddel bij het nastreven van deze doelstelling. Deze onlangs herziene ex-ante-impactbeoordeling van overheidsbeleid gaat specifiek in op het thema gendergelijkheid.

Samen met mijn collega's in de regering zal ik ervoor zorgen dat dit instrument geleidelijk aan steeds beter wordt geïntegreerd in het federale besluitvormingsproces. Ik nodig de parlementsleden uit om dit instrument te versterken door de regering aan te spreken op basis van de inhoud van deze analyse.

De coördinatie en interfederalisering van FIRM is een gedeelde verantwoordelijkheid van de gefedereerde entiteiten en de federale overheid. Binnen de regering is de minister van Justitie verantwoordelijk voor de coördinatie van dit dossier. Ik nodig u dan ook uit om haar hierover vragen te stellen.